

Université de Rome  
LA SAPIENZA

Faculté de Sciences Politiques

Thèse en Géographie Politique et Economique

**LA CIRSE ALIMENTAIRE EN  
AFRIQUE :  
L'EXEMPLE DU BURKINA FASO**

de  
**Vittoria De Paoli**

Année Académique 2008-2009

Traduit de l'Italien par Ilaria Armani

## **Index**

Introduction.....page 3

### **Chapitre I**

#### **La crise alimentaire**

- 1.1 La faim dans le monde: un problème global ..... 6
- 1.2 La sécurité alimentaire, le grand défi du XXIème siècle.....14
- 1.3 Le changement climatique et ses effets .....17
- 1.4 Les effets de la crise dans l’Afrique Sub-saharienne .....24

### **Chapitre II**

#### **Le Burkina Faso dans le panorama international**

- 2.1 Les caractéristiques géographiques du Burkina Faso .....33
- 2.2 L’histoire récente et les relations internationales ... .....38
- 2.3 Le contexte économique du Burkina Faso.....43
- 2.4 La crise alimentaire au Burkina Faso .....51

### **Chapitre III**

#### **La culture du haricot blanc au Burkina Faso**

- 3.1 Les zones d’intervention: la Région du Plateau Central e la  
Région du Sahel .....60
- 3.2 La plante du *niébé* et ses propriétés .....66
- 3.3 Le projet de mise culture du haricot blanc ..... 68
- 3.4 Les productions agricoles .....71
- 3.5 La commercialisation du *niébé* et ses problématiques ..... 75

**Conclusions** .....78

**Bibliographie**.....82

## INTRODUCTION

Le texte ci-dessous a comme objectif principal d'examiner un des problèmes qui affligent notre société moderne, la faim dans le monde, en analysant le cas concret de l'un des pays les plus touchés, c'est-à-dire le Burkina Faso.

Dans le premier chapitre nous analyserons le phénomène depuis un point de vue plus général (causes, effets, conséquences, solutions), avec l'aide aussi des dernières données fournies par les estimations officielles.

En effet, on a pu constater que le nombre d'affamés dans le monde a augmenté de 9% pendant l'année en cours, en atteignant 1.2 milliards, le niveau le plus élevé depuis 1970. Ces chiffres ont été publiés dans le rapport de l'Agence des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) et du Programme Alimentaire Mondial (PAM).

À cause de la crise économique globale, de nombreux pays ont subi une diminution des flux financiers et commerciaux, la chute verticale des recettes, des exportations, des investissements étrangers, des aides au développement et des remises d'argent. Cela signifie que non seulement la consommation alimentaire s'est réduite, mais certains Pays à faible revenu ayant un déficit alimentaire, ont dû réduire les importations de denrées alimentaires, de médicaments et d'équipement médical.

Il faut souligner quelques particularités. La première est que « à partir du moment où le nombre de personnes affamées a atteint un pic historique, les aides alimentaires ont rejoint le niveau le plus bas ». Les Pays riches, ont réduit les aides (-25% par rapport à l'année 2008) qui étaient destinées aux Pays pauvres. Jacques Diouf a affirmé que « les fonds pour la Fao résultent réduits de 22% par rapport aux niveaux de 1994 et de 32% par rapport aux ressources humaines employées.

La deuxième est que la faim peut coexister avec les « greniers remplis », car ce n'est pas le manque de nourriture la cause du phénomène. Nous lisons, en effet, que « les ressources de la terre, considérées d'une façon globale, sont en

mesure de nourrir tous ses habitants ». La nourriture disponible par tête au niveau mondial a même augmentée dans les dernières années.

« À l'état actuel la production agricole mondiale pourrait facilement nourrir 12 milliards de personnes. D'un autre point de vue, on pourrait dire de la même façon qu'un enfant qui meurt de dénutrition aujourd'hui, est en fait tué » soutient Jean Ziegler, un sociologue suisse réputé, ainsi que *Special Rapporteur on The Right of Food* des Nations Unies de 2000 à 2008.

Donc une crise économique globale (dont souffrent aussi les Pays en voie de développement, désormais intégrés dans l'économie mondiale) et par conséquent causes structurelles internes au système.

Le cadre tracer ci-dessus est destiné à s'empirer ultérieurement d'ici les prochaines années.

Les mesures employables, les réseaux de sécurité déployables, supposent une forte interventions des États (soutien de l'agriculture locale, politique d'aide sociale et environnementale), un nouvel ordre politique et économique, qui se pose comme attente à travers des politiques gouvernementales cohérentes, une croissance de toute l'économie renouvelable d'un point de vue environnemental.

Dans le deuxième chapitre, en revanche, nous allons examiner dans le détail les effets dévastateurs qu'une telle crise a produit dans le continent africain tout entier et, en particulier, au Burkina Faso, pays dans lequel 46% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et le 90% pratique encore une agriculture de subsistance.

Dans ce pays la crise est d'autre part accrue par une série de facteurs, comme par exemple sa position géographique. En étant un pays situé dans la savane du Sahel africain, sans accès sur la mer, le Burkina Faso a toujours dû faire des efforts pour assurer la survie de son économie agricole et paysanne.

En ayant constaté par personne – ayant séjourné entre juillet et août dans cet État africain – près de 80% de la population vit dans des zones rurales, dans lesquelles la subsistance dépend des méthodes agricoles traditionnelles et dont

les modestes gains dérivent uniquement de la vente de produits agricoles, c'est-à-dire fruits, légumes, bétail ou bois.

Le climat est aride et par conséquent l'économie est très vulnérable aux changements des conditions météorologiques, alternées entre de considérables et d'importantes inondations et phénomènes de aridité et de sècheresse. En effet, en septembre 2009 le Burkina Faso a été envahit par une incessante pluie qui a duré pendant 12 heures et qui a causé l'évacuation de 150.000 personnes et la destructions de leurs habitations.

A fin de trouver des remèdes à cette situation dramatique, le Ministère de l'Agriculture du Burkina Faso a repéré parmi les céréales, les tubercules, le coton, les fruits, les légumes et le haricot blanc des filières agricoles prioritaires et a élaboré des plans de développement.

Dans le troisième et dernier chapitre de ce travail, nous précisons les modalités applicatives d'une nouvelle politique gouvernementale, finalisées à la réalisation de l'objectif attendu en matière de sécurité alimentaire.

L'intention du Gouvernement est, en effet, celle de renforcer les productions locales et réduire la dépendance des importations, à fin de favoriser une meilleure organisation des producteurs et garantir la variété alimentaire.

Autours des années 2005-2008 l'Association humanitaire et de coopération internationale LVIA a promu dans le centre et le nord du Burkina Faso, le Projet « Mise en réseau des productrices et producteurs de *niébé* et l'amélioration de leurs conditions de vie ». Grâce à l'expérience directe vécue auprès de la population Burkinabé et aux nombreuses entrevues eues avec le Président de l'Union Régionale des Cultivateurs de *niébé*, j'ai eu l'opportunité de constater que les objectifs pour améliorer de manière graduelle et progressive les conditions de vie, de santé, de revenu de la population ont été atteints même si de façon ardue et difficile et grâce à l'engagement continu des institutions gouvernementales, des l'association de bénévolat LVIA et de la population même.

# **CHAPITRE I**

## **LA CRISE ALIMENTAIRE**

### **1.1 LA FAIM DANS LE MONDE: UN PROBLEME GLOBAL**

Le droit à la nourriture est depuis toujours considéré un droit humain fondamental ainsi que sans doute la condition préalable à la vie même.

Le droit à une alimentation correcte a été manifesté officiellement par le Président américain Franklin D. Roosevelt en 1941, dans son discours prononcé devant le Congrès des États-Unis ("*State of the Union*").

D'après le Président américain, la troisième des Quatre Libertés Fondamentales était la liberté du besoin et de la faim.

Dans la rédaction de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 10 décembre 1948, le droit de tous les hommes à une alimentation appropriée apparaît comme un des principes fondamentaux.

L'article 25 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme affirme :

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.
2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

Un an s'est écoulé depuis le sixième anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et il est triste de constater que les droits cités ci-dessus ne sont pas garantis pour toute la population mondiale et sont

même en deuxième plan dans l'agenda politique, malgré l'insécurité alimentaire touche au moins un septième de la population mondiale.

Les estimés de la FAO le démontrent: en 2009 on a compté 1.02 milliards de personnes mal nourries, le taux le plus élevé jamais enregistré dans l'histoire.

En 2008, l'augmentation du coût de la nourriture a sonné comme un signal d'alarme pour toute la planète. Entre l'été 2005 et l'été 2008, les prix du froment et du maïs ont triplés, et ceux du riz ont quintuplés en provoquant des émeutes pour la nourriture dans une vingtaine de pays et en rendant pauvres 75 millions de personnes de plus.<sup>1</sup>

Pour la première fois dans l'histoire plus d'un milliard de personnes sont sous-alimentées<sup>2</sup>, le chiffre le plus élevé jamais enregistré depuis 1970, année à partir de laquelle il existe des données statistiques crédibles.

Faim et malnutrition représentent le premier danger de la santé mondiale, plus que le sida, la paludisme, la tuberculose ensemble.<sup>3</sup>

Les personnes qui souffrent de faim chronique sont sous-alimentées, c'est-à-dire qu'ils ne mangent pas assez pour en tirer l'énergie nécessaire à construire une vie active<sup>4</sup>.

La faim touche toutes les tranches de la population, mais surtout les plus faibles, comme les femmes et les enfants. Les mères qui souffrent de façon chronique de malnutrition accouchent des enfants ayant un poids insuffisant et graciles. Les conséquences qui en découlent sont fatales. L'Organisation Mondiale de la Santé estime que chaque année beaucoup plus de 3 millions de décès peuvent être attribués aux enfants nés avec un poids insuffisant.

Le manque de vitamines et de fer représente la cause majeure de malnutrition, sachant qu'après la phase d'allaitement exclusivement au sein, pour les enfants la qualité de nourriture est toute aussi importante que la quantité. Pour garantir la santé et la croissance d'enfants de 6 à 24 mois il est nécessaire de

---

<sup>1</sup> [www.wfp.org](http://www.wfp.org)

<sup>2</sup> Ivi

<sup>3</sup> *Fao news release*, 19 juin 2009

<sup>4</sup> [www.fao.org](http://www.fao.org)

leur fournir de l'énergie sous forme de céréales, graisse et nutriments essentiels spécifiques, qui se trouvent dans les protéines d'origine animale comme le lait.

Les enfants sous-alimentés ne grandissent pas rapidement comme ceux qui sont sains, leur développement est plus lent, la faim sans fin endommage le système immunitaire et les rends plus vulnérables aux maladies et aux infections.<sup>5</sup>

Chaque jours des millions de personnes partout dans le monde mangent seulement le minimum indispensable pour survivre. Cette incertitude continuelle est nommée « insécurité alimentaire ». La FAO la définit comme : « Une situation qui se vérifie quand les personnes n'ont pas l'accès certain à une quantité suffisante de nourriture saine et nourrissante pour une croissance et un développement normal et une vie active et en bonne santé ».

À la base de ces données il y a une croissance constante des symptômes d'une crise économique, qui, jamais comme pendant ces dernières années est en train de toucher les pays en voie de développement et qui a générée une crise alimentaire.

L'augmentation des prix alimentaires est dû au rôle joué par la spéculation de l'actuelle crise économique. Les prix, en effet, ont tellement augmentés et si rapidement à cause de la spéculation financière des privés. Avec la crise des prêts sub-prime, le monde financier s'est orienté vers d'autres investissements dont l'alimentaire, avec le résultat qu'aujourd'hui les prix des produits alimentaires ne sont plus déterminés par la loi de l'offre et de la demande : tout est déformé par la massive entrée de fonds d'investissements dans le marché agroalimentaire mondial. « La finance traditionnelle, celle liée aux banques et aux prêts est en crise et la spéculation se fait sur la nourriture. En fait, s'il est possible de renoncer aux banques il est impossible de renoncer à se nourrir. Le système financier lié aux secteurs agroalimentaires n'est pas réglementé, si on continue à le laisser dans les mains du marché la crise

---

<sup>5</sup> [www.who.it](http://www.who.it)

s'empirera » explique Pietro Raitano, directeur du magazine « Altraeconomia ».

Le Président de la Banque Mondiale Robert Zoellik a lancé un avertissement en affirmant que trente trois nations risquent un conflit social à cause de l'augmentation des prix alimentaires.<sup>6</sup>

En outre, la croissance du prix du pétrole a effleuré les maximales historiques en provoquant une explosion immédiate des prix des transports, qui a eu des conséquences sur le coût des importations et a généré de forts déséquilibres des économies des pays en voie de développement qui dépendent beaucoup des importations.

Les prix pétroliers trop élevés ont conduit à la recherche d'alternatives au pétrole, dont la direction choisie est celle de carburants produits par des dérivants du maïs, de la canne à sucre et d'autres denrées alimentaires. Le développement du marché des agro carburants est considéré l'une des causes principales de la crise des prix des produits alimentaires qui s'est abattue sur les marchés internationaux entre 2007 et 2008. Ce marché aurait généré un choc de la demande dans un marché caractérisé par une rigidité de l'offre.

La course pour satisfaire la nécessité d'approvisionnement des agro carburants des Etats-Unis et de l'Europe, ainsi que leurs futurs objectives de consommation, ont altéré profondément les marchés globaux des produits alimentaires. Deux tiers de l'augmentation globale de la production de maïs entre 2003 et 2007 et près d'un tiers du maïs produit aux USA ont été transformés en éthanol. La croissance de la demande de produits agricoles destinés à la production de agro carburants a aussi stimulé une course globale à la conquête de terres dans le sud du monde et ôtera des marchés de nombreux aliments destinés premièrement à l'alimentation.

Pendant la conférence de l'ONU sur la crise alimentaire, Jean Ziegler, a proposé une moratoire de cinq ans sur les biocarburants, en affirmant que « les biocarburants sont un crime contre l'humanité. Pour respecter l'objectif de

---

<sup>6</sup> [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

remplacer avant 2020 10% de l'essence avec le bioéthanol, l'Union Européenne devra produire ces carburants en Afrique, en aggravant l'insécurité alimentaire de ces pays ».

C'est juste de promouvoir l'utilisation de biocarburants à condition que ce soient des produits avec des résidus végétaux, comme les copeaux de bois, les déchets de la canne à sucre ou à travers les graines de jatropha<sup>7</sup>, de façon à ne pas entrer en concurrence avec le marché alimentaire.

L'augmentation des prix alimentaires est due donc à l'accroissement des coûts énergétiques mais aussi à la croissance de la classe moyenne en Chine et en Inde. Dans les dernières quarante années la consommation de viande a en effet doublée sur la traînée du bien-être croissant des pays asiatiques. À cause de la consommation immodérée de viande, la plus part des récoltes de maïs et de soja cultivés finissent par nourrir le bétail. En outre le coût de la viande est plus élevé de celui des céréales et donc n'est pas accessible aux catégories plus pauvres de la population. De plus, les techniques d'élevage intensif, nécessaires à produire de la viande à large échelle, consomment une quantité démesurée d'énergie, et sont responsables d'un cinquième des émissions serre et requièrent de grandes quantités de maïs, soja et autres céréales, ce qui a amené à la destruction de vastes zones.

La crise alimentaire est aussi le résultat de la grande distribution alimentaire qui caractérise le nord du monde. Les grands supermarchés, les multinationales commerciales, les sociétés de distribution du nord nous ravitaillent toute l'année avec des produits venant de chaque partie du globe. Ce marché est dans les mains d'un petit nombre de grandes sociétés qui, en régime d'oligopole ont le pouvoir de déterminer le prix. Il s'agit de dynamiques qui vont pénaliser les consommateurs comme les petits et moyens producteurs dans le nord comme dans le sud du monde.

---

<sup>7</sup> Le *Jatropha curcas* est un arbuste venimeux dont les graines contiennent environ 30% d'huile, non comestible mais utilisable comme carburant

Dans la filière alimentaire les petits et moyens hommes d'affaires achètent les produits dans le pays d'origine pour ensuite les revendre à un agent plus grand. Le produit passe à travers les nombreuses mailles de la filière et à chaque passage l'intermédiaire en tire profit. Le résultat est que le prix final au consommateur résulte augmenté de 10, 100 même de 1000 fois par rapport au prix d'origine payé au producteur. Ce système produit les conséquences plus dévastatrices dans le sud du monde, dans le secteur des produits destinés à l'exportation comme le coton, le café, les céréales, les bananes, l'ananas, où dans les cas les plus critiques le paiement au producteur de base correspond à moins de 1% du prix final du produit : les producteurs ne gagnent pas et les intermédiaires gagnent plus.

Dans les derniers mois, les personnalités les plus représentatives au niveau mondial dans le lutte à la faim et à l'insécurité alimentaire, ont essayé d'attirer l'attention de l'opinion publique et des autorités mondiales sur cette situation dramatique.

Pendant le discours d'ouverture de la "Journée mondiale de l'alimentation", qui a eue lieu à Rome le 16 octobre 2009, le Directeur Général de la FAO, Jacques Diouf, a admis qu'il faudra commencer à répondre, tout d'abord, aux besoins du 70% des affamés de la planète qui vit et travaille dans des zones rurales.

Jacques Diouf a ensuite souligné que l'objectif que s'était donné le précédent World Food Summit en 2004, de réduire de moitié le nombre d'affamés (et donc d'arriver à un quota de 420 millions avant 2015) « ne sera pas atteint ».

Le problème n'est pas seulement de nature économique: « Au-delà de la crise qui amplifie les problèmes actuels – a ajouté Diouf – il y a une série de problèmes de fond qui doivent être résolus : comment canaliser les aides et faire ainsi qu'elles atteignent efficacement les petits et moyens paysans, mais aussi comment reformer le système gouvernemental mondial pour la sécurité alimentaire, pour une action plus cohérente des États envers leurs partenaires

et comment qualifier le pourcentage de financement public qu'au niveau national est destiné au développement agricole ».<sup>8</sup>

Même si depuis 2007 dans la majorité des pays touchés par la crise les prix des produits alimentaires de base se sont stabilisés, dans quelques États ils sont restés au mêmes niveaux des pics atteints en 2007. Des exemples sont le coût élevé du riz au Sri Lanka, au Myanmar, au Kenya et en Ecuador, du sorgho au Burkina Faso, au Mali et au Niger et pour finir du blé en Bolivie et au Pakistan.<sup>9</sup>

La crise a impliqué surtout le région Asiatique et du Pacifique, qui ensemble comptent plus de la moitié de la population mondiale et sont le plus touchées par le problème alimentaire.

L'Afrique Sub-saharienne, en revanche, a le taux le plus élevé de dénutrition par rapport à la population (32%). Dans les dernières années l'Amérique Latine et les Caraïbes uniquement ont subis une diminution du taux de dénutrition qui, toutefois, est remonté de 12,9% dans les derniers mois.

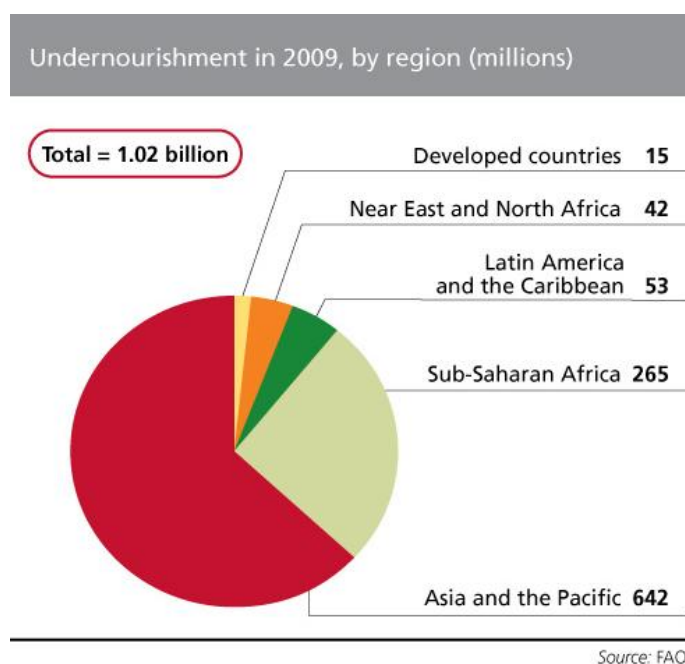


Illustration 1<sup>10</sup>

<sup>8</sup> Message d'ouverture pour la célébration de la Journée Mondiale de l'alimentation, Rome, Octobre 2009

<sup>9</sup> [www.imf.org](http://www.imf.org)

<sup>10</sup> [www.fao.org/hunger/en/](http://www.fao.org/hunger/en/)

Ces données montrent à quel point la crise actuelle est une crise sans précédents : jamais dans le cours de l'histoire une baisse de la demande, de l'offre et de la disponibilité de crédit de la part des pays développés a eu des conséquences si dramatiques sur les pays en voie de développement, désormais intégrés dans l'économie mondiale.

La FAO a agi rapidement pour faire face à l'urgence alimentaire de 2007-2008 en lançant l'Initiative sur l'augmentation des prix alimentaires, afin d'aider les petits agriculteurs à accroître la production à travers un accès plus facile aux semences, aux fertilisants, au fourrage, aux ustensiles et fournitures agricoles. L'Organisation s'est rapidement liée avec le Nouveau Partenariat de l'Union Africaine, avec la Banque Mondiale, le Fond Monétaire International pour le développement agricole (IFAD) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) pour coordonner une influente riposte à l'urgence.

En avril 2008 les Nations Unies ont créé une Task Force de haut niveau sur la crise globale de la sécurité alimentaire, présidée par le Secrétaire Général Ban Ki-moon et avec le Directeur Général de la FAO Jacques Diouf comme Vice Président, en développant une stratégie globale et un plan d'action, le Cadre globale pour l'action. Une des priorités du Cadre est de renforcer les programmes pour nourrir les affamés et élargir le soutien aux agriculteurs dans les pays en voie de développement.

En 2008 la FAO a dépensé 600 millions de dollars en assistance à court et à long terme, dont 350 millions pour input agricoles et assistance technique dans plus de 80 pays. L'agence a entrepris plus de 60 missions d'évaluations dans le cadre de la Task Force à haut niveau pour évaluer l'empirement de la situation de la sécurité alimentaire dans 65 pays, parmi lesquelles 26 au niveau inter agence, exercées en collaboration avec la Banque mondiale, le PAM et

l'IFAD. Autres 37 missions d'évaluations ont été financées par l'Instrument Alimentaire de la Commission Européenne.<sup>11</sup>

## **1.2 LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, LE GRAND DÉFI DU XXI<sup>ème</sup> SIÈCLE**

La sécurité alimentaire est strictement liée à la croissance économique et au progrès social, ainsi qu' à la stabilité politique et à la paix.

L'aspect critique est l'accès à une nourriture nourrissante, adéquate et à coût soutenable. Une définition aujourd'hui partagée est celle adoptée par le World Food Summit (WFS) de 1996. D'après cette définition la sécurité alimentaire « existe quand toutes les personnes à chaque moment ont un accès physique et économique à une quantité de nourriture suffisante pour satisfaire leur besoin alimentaire pour une existence productive et en santé ».

Ce concept doit être rapporté soit au niveau individuel, quand la consommation alimentaire est supérieure aux besoins alimentaires individuels exprimés en termes de besoins énergétiques; soit au niveau national ou régional, quand il y a un équilibre suffisant entre la demande et l'offre alimentaire, la disponibilité de nourriture est adéquate et la population peut y accéder ; ainsi qu'au niveau globale, quand au niveau international est produite une quantité suffisante de nourriture pour alimenter la population mondiale.

La définition de sécurité alimentaire au niveau national introduit d'autres caractères distinctifs du concept, c'est-à-dire la dimension de la disponibilité, de l'accès et de la stabilité de la nourriture, qui sont des dynamiques influencées par le commerce international et par ses règles.

La disponibilité est atteinte quand chaque Pays est pourvu d'une quantité suffisante de nourriture sûre et nourrissante. Les aliments offerts sur le marché

---

<sup>11</sup> [www.fao.org](http://www.fao.org)

mondial représentent très souvent une source fondamentale pour la sécurité alimentaire de nombreux pays en voie de développement, dont la production interne est liée aux facteurs d'ordre naturel. La disponibilité d'aliments au niveau national dépend donc de la possibilité du marché mondial non seulement d'offrir de la nourriture, mais aussi à la rendre accessible et dépend donc de la façon dont la nourriture est distribuée parmi la population.

D'après Jean Ziegler le noyau du problème se trouve ici. En partant du principe que la terre pourrait nourrir le double de la population actuelle, il soutient que « Si la distribution des aliments sur la terre était équitable, tout le monde aurait à manger », le sociologue continue « la principale responsable des tragédies de la dénutrition et de la faim sur notre planète est la distribution inégale des richesses ».<sup>12</sup>

L'accès aux ressources alimentaires dépend non seulement de la disponibilité d'utiliser les matières premières existantes dans la nature de façon à obtenir des quantités appropriées de nourriture, mais aussi de la capacité d'un Pays de générer devise étrangère pour payer les importations d'aliments.

La stabilité se réfère à une basse probabilité que pendant les années agraires difficiles la consommation alimentaire soit inférieure aux besoins. Le commerce peut avoir un rôle important par rapport à cet aspect, en effet, il peut permettre la réduction des fluctuations de la consommation et la limitation du coût de gestion des stocks.

Ces trois dimensions sont entrelacées: toutes les trois doivent être satisfaites pour aboutir à une situation de sécurité alimentaire.

Les leaders mondiaux présents au G8 de l'Aquila ont manifesté leur préoccupation pour l'impact que la crise économique-financière est en train d'avoir sur les pays incapables de réagir à l'augmentation de la faim et de la pauvreté. Á L'Aquila justement a été signée une « Déclaration Conjointe sur

---

<sup>12</sup> J.Ziegler, 1999, La faim dans le monde expliquée à mon fils, Net, Milan

la Sécurité alimentaire Globale » et a été lancée une importante initiative pour financer l'agriculture et soutenir la lutte contre la faim.<sup>13</sup>

C'est dans le but de garantir la sécurité alimentaire qu' au Burkina Faso, l'association bénévole LVIA et les organisations agricoles locales ont mis en place le « Projet de mise en réseau des productrices et producteurs de *niébé*<sup>14</sup> et d'amélioration de leurs conditions de vie », analysé dans le texte suivant. Une action qui a comme but de rendre plus efficace la production et plus équitable le commerce d'une spécifique activité agricole qui émerge du contexte local.

C'est surtout l'affirmation d'un droit à l'alimentation qui outrepassa la limite d'une plus traditionnelle sécurité alimentaire qui a représenté le *leit motiv* du projet. La souveraineté alimentaire est une question de droits car cela regarde le droit à l'autodétermination des peuples à gérer les ressources du territoire pour produire leurs propres aliments. Les gouvernements ont donc le devoir de suivre des modèles productifs centrés sur les économies locales, respectueux des équilibres naturels et des traditions culturelles. Enfin, le respect de la souveraineté alimentaire implique une spécifique méthodologie d'intervention, car elle sous-entend la construction de relations fondées sur des principes d'équité et dans la logique des droits et des responsabilités.

Mario Civettini, président de LVIA, explique qu'il a été nécessaire d'améliorer les techniques de production, promouvoir l'organisation des groupes de paysans et favoriser leur accès au marché de façon à pouvoir développer deux dynamiques de développement: faire ainsi que la communauté rurale puisse atteindre un niveau de production tel à garantir de façon autonome de la nourriture sûre, et renforcer le potentiel de

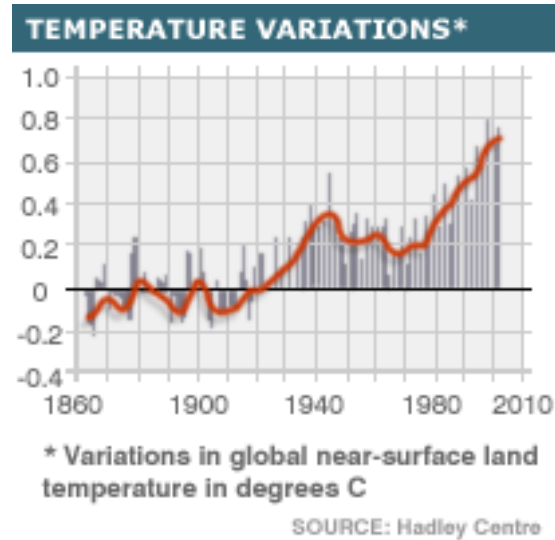
---

<sup>13</sup> [www.g8italia.com](http://www.g8italia.com)

<sup>14</sup> *Vigna unguiculata*, mieux connu comme *niébé*, le haricot blanc est un légume cultivé légalement dans de nombreuses zones tropicales et subtropicales du monde, mais qui trouve sa diffusion maximale dans le continent africain.

commercialisation du produit en mettant en route un développement économique autonome et une gestion des organisations paysannes mêmes.

### 1.3 LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SES EFFETS



**Illustration 2<sup>15</sup>**

Au XX siècle la croissance moyenne de la température globale a été de 0,740 degrés, une telle augmentation est en train d'avoir des répercussions profondes sur tous les écosystèmes et sur les populations qui y habitent.

La cause principale du changement climatique est la croissance des émissions de gaz à effet serre. Les émissions causées par l'homme ont augmentées de façon considérable dans les dernières 30 années, en enregistrant une croissance de 70% entre 1970 et 2004, d'après les estimations du Quatrième Rapport d'Evaluation sur le Changement Climatique.

Un des effets du réchauffement global est la fonte des glaciers qui, si à court terme fait augmenter la disponibilité en eau, à long terme produit des effets contraires, rend plus probables les inondations et cause la migration des espèces animales.

Les glaciers de l'Himalaya qu'aujourd'hui fournissent en eau des milliards de personnes sont en train de fondre toujours plus rapidement et pourraient

---

<sup>15</sup> [www.ec.eurpoa.eu](http://www.ec.eurpoa.eu)

disparaître complètement d'ici 2035. Avec la disparition des glaciers et le déplacements vers le haut de la limite des neiges éternelles, la portée des fleuves pourrait changer et le manque en eau qui en dériverait pourrait être à l'origine de situations de conflit, et avoir des conséquences sur la production d'énergie électrique et sur les conditions de vie de ceux qui dépendent du secteur des forêts et de l'agriculture pour leur propre survie.

Les effets du changement climatique sur la planète sont visibles par l'augmentation de fréquence, intensité et durée des inondations, sécheresse et vagues de chaleur. Les précipitations ont beaucoup augmenté dans les parties orientales du nord et du sud de l'Amérique, dans le nord de l'Europe et dans le nord et le centre de l'Asie. Globalement les zones affectées par la sécheresse ont augmentées.

Dans la pire des situations en Asie méridionale en 2030, le rendement de quelque variété pourrait diminuer de 10 à 15%. D'après ces estimations la situation empirera en Afrique méridionale, actuellement déjà tourmentée par la pénurie d'eau et de nourriture.

Les plus préoccupés sont les représentants des petites îles du Pacifique réunies dans l'Aosis, *Alliance of Small Island States*, qui inclue Maldives, Tuvalu, Papouasie Nouvelle Guinée. Le premier ministre de Grenade est convainquant : « Nous voyons le changement climatique comme une menace pour notre survie ». Il ne suffit pas de réduire les températures de 1,5 degrés, selon les objectifs actuels. Les petites îles sont celles qui risquent de plus l'accroissement des océans.<sup>16</sup>

Le 22 septembre 2009 le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a ouvert à New York le Summit sur le changement climatique.

Le débat dans le Palais de Verre a été ouvert par le discours de Ban Ki-moon, dans lequel il a reproché à la communauté internationale la « lenteur glaciale » des négociations pour un nouveau traité qui substituerait le protocole de Kyoto

---

<sup>16</sup> Angelo Aquaro, *Climat l'alarme des grands le temps va s'écouler* dans La Repubblica 23 septembre 2009

en 2013. « Nous avons moins de 10 ans pour éviter les pires scénarios – a dit Ban de retour d’une mission au Pôle Nord.- Dans l’Arctique les glaces pourraient disparaître d’ici 2030 et les conséquences toucheraient les peuples de chaque continent ». <sup>17</sup>

Le changement climatique touche surtout les Pays moins développés et en particulier l’Afrique, où « le changement climatique menace d’effacer des années de développement, en déstabilisant les États et en renversant les gouvernements ». Ban a lancé un appel aux pays industrialisés, les invitant « à faire le premier pas », car ainsi « d’autres adopteront des mesures audaces ». Le nouveau traité doit inclure « des objectifs pour la réduction des émissions d’ici 2020 et un support financier et technologique » aux Pays en voie de développement. Une défaite à la conférence sur le climat de Copenhague de décembre 2009, a-t-il conclu serait « moralement injustifiable, économiquement myope et politiquement hasardeuse ».

*The Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC)* prévoit que sans futures actions pour réduire les émissions de gaz serre, la température globale augmentera de 1,8 à 4,0 degrés dans ce siècle et dans la pire des situations on pourra arriver jusqu’à 6,4 degrés.

Jusqu’à aujourd’hui la Chine est considéré avec les Usa, le Pays le plus responsable de la pollution globale de l’atmosphère: aux deux Pays sont reproductibles 40% des émissions de Co2. <sup>18</sup>

Le président américain Barack Obama, au sommet de New York, a lancé l’alarme sur le futur de la planète. Grâce au *Green New Deal* mis en exécution dans les premiers mois du gouvernement il déclare que « les Etats-Unis ont fait plus pour l’énergie propre et pour réduire les émissions polluantes dans l’atmosphère dans les huit derniers mois que dans n’importe quelle autre période de l’histoire ». Il a donc aussi invité les Pays émergents comme la

---

<sup>17</sup>Segretario Generale Ban Ki-Moon , 22 septembre 2009, *Opening remarks to the United Nations Climate Change Summit Plenary, New York*

<sup>18</sup> [www.ipcc.ch](http://www.ipcc.ch)

Chine et l'Inde « à faire leur partie, en adoptant des mesures vigoureuses ».<sup>19</sup> Et justement la Chine a lancé un signal positif. Le président Hu Jintao a dit que son Pays pense réduire les émissions de gaz carbonique pour chaque unité de produit national brut d'une « marge considérable » d'ici 2020. Hu a précisé que son gouvernement est en train de faire d'énormes efforts et qu'il continuera à agir « avec détermination » : il a parlé d'une importante augmentation de la surface des forêts, de technologies éco-soutenables et d'une croissance de 15% du quota de l'énergie non fossile dans la totalité de la consommation grâce à un « développement vigoureux » des énergies renouvelables et nucléaires.<sup>20</sup>

Le ministre japonais Yukio Hatoyama en soulignant son total accord avec le « Green New Deal » de Obama, a rappelé que son Pays a l'intention de réduire de 25% les émissions de gaz serre d'ici 2020.<sup>21</sup>

Même le Programme alimentaire mondiale de l'Onu s'est réuni à l'appel du secrétaire général, en constatant que la traînée de la crise financière et alimentaire, la faim causée par les événements atmosphériques est en train de frapper sans trêve les communautés pauvres et affamées. « Au Pam nous observant les effets des dommages que la faim, causée par les événements atmosphériques, inflige aux personnes qui reçoivent notre aide. Chaque jour nous assistons les personnes touchées par la sécheresse et les inondations » a déclaré le directeur Josette Sheeran.<sup>22</sup>

L'agriculture, la culture de bois et la pêche sont les activités qui ressentent et ressentiront le plus du changement climatique, ainsi que les processus de production alimentaire.

En outre on prévoit que, dans les prochaines décennies, les impacts du changement climatique sur les régions à climat tempéré seront positifs, alors

---

<sup>19</sup> Discours de Barack Obama, Président des Etats-Unis d'Amérique, 22 septembre 2009, Summit sur le Changement climatique, New York

<sup>20</sup> Discours de Hu Jintao, Président de la République Populaire Chinoise, 22 septembre 2009, Summit sur le Changement climatique, New York

<sup>21</sup> Discours de Yukio Hatoyama, Premier Ministre japonais, 22 septembre 2009, Summit sur le Changement climatique, New York

<sup>22</sup> [www.wfp.org](http://www.wfp.org)

que dans les régions tropicales ils seront négatifs.<sup>23</sup> Ce seront les régions les plus pauvres de la planète à subir les désastres les plus graves dérivants du changement mondial du climat.

Par exemple le Burkina Faso, dont nous traiterons le cas dans les prochains chapitres, le premier septembre 2009 a été victime d'une pluie qui a duré 12 heures consécutives qui a causée l'évacuation de 150.000 personnes et la destruction des habitations en banco (terre séchée au soleil).<sup>24</sup> Une inondation de ces dimensions, beaucoup plus élevée que les indices pluviométriques de la saison, est un clair exemple de l'anomalie du système climatique qui s'abat sur les régions les plus pauvres.

Sur la traînée de l'actuelle crise financière et alimentaire la faim, dérivant des événements atmosphériques dévastateurs comme les inondations et la sécheresse, est en train de frapper sans trêve les communautés les plus pauvres et affamées de la planète.

Le changement climatique aura des conséquences sur la sécurité alimentaire dans chacun de ses aspects: sur la disponibilité de nourriture, sur son accessibilité, sur son utilisation et sur sa stabilité.

La contraction serait particulièrement aigue sur les basses latitudes – en Afrique, Asie et Amérique Latine, les récoltes pourraient diminuer de 20 à 40 pour cent si d'efficaces contremesures ne sont pas prises.

Au Septième Forum mondial sur le Développement Soutenable, qui a eu lieu entre le 9 et le 11 octobre 2009 à Ouagadougou, «l'Afrique a été intransigeante», a écrit Jeune Afrique<sup>25</sup>. Les leaders du continent ont, en effet, décidé de participer avec une position commune à la conférence sur le climat des Nations Unies qui aura lieu à Copenhague en décembre.

Parmi les requêtes adressées aux pays industrialisés il y a un dédommagement de 65 milliards de dollars pour combattre le réchauffement climatique.

---

<sup>23</sup> [www.fao.org/climatechange](http://www.fao.org/climatechange)

<sup>24</sup> [www.fasonews.net](http://www.fasonews.net)

<sup>25</sup> Jeune Afrique, France 17 octobre 2009

L'Afrique, avec une population de près d'un milliard d'habitants, subi les conséquences du changement climatique, même si elle ne produit que 4% des émissions mondiales de gaz à effets serre qui en sont la cause. Le président éthiopien Meles Zenawi, désigné par l'Union africaine comme leader de la commission qui ira à Copenhague, a déclaré que l'Afrique laissera la salle du Sommet si ses propositions ne seront pas discutées.

En Afrique, actuellement, le cadre climatique et agricole, à différence de ce qui s'est produit dans les dernières années, se présente négatif avec des indices climatiques qui ne convergent pas et qui dessinent une incertitude sur la prochaine saison de la mousson.

Ces prévisions, avec les indices climatiques actuels qui démontrent une mousson faible et en retard, renforcent le risque de possibles périodes de sécheresse.<sup>26</sup>

Développer les ressources hydriques africaines pour l'agriculture et l'énergie est l'élément clé pour éradiquer la faim et la pauvreté.

La Conférence Ministérielle Panafricaine « Eau pour l'agriculture et l'énergie en Afrique : les défis du changement climatique » qui a eu lieu à Istanbul du 6 au 22 mars 2009, s'est engagée à promouvoir le développement des ressources hydriques dans tout le continent pour exploiter pleinement le potentiel agricole et hydroélectrique de l'Afrique.

D'après les données de l'Onu, plus d'un milliard et 200 millions de personnes n'ont pas un accès suffisant aux sources d'eau propre et près de deux milliards d'êtres humains vivent sans services hygiéniques. La situation est seulement destinée à s'empirer si des mesures rapides ne seront pas prises, s'il est vrai que comme a estimé l'OSCE, d'ici 2030 3,9 milliards de personnes vivront en grave carence d'eau et à la moitié du siècle, quand on passera des actuels six milliards et demi d'habitants à neuf, ce problème regardera près de la moitié de la population mondiale, principalement en Chine et dans le Sud de l'Asie.

---

<sup>26</sup> [www.ifad.org](http://www.ifad.org)

La Conférence Panafricaine, à laquelle ont participé le ministres de cinquante-trois pays africains, a reconnu que les défis contre lesquels le continent doit lutter en ce qui concerne la sécurité alimentaire, l'aboutissement des Objectifs de Développement du Millénaire<sup>27</sup>, la croissance de la demande énergétique et la lutte au changement climatique, requièrent que tous les pays agissent de manière unie.

« L'avenir de l'eau se trouve dans une agriculture plus efficace » a souligné Jacques Diouf pendant l'ouverture de la Conférence Ministérielle du cinquième Forum Mondial de l'Eau.

L'agriculture dépense 70% de la totalité d'eau potable au niveau mondial, même s'il existe des distinctions selon les différents niveaux de développement des pays. D'après Diouf en effet : « L'agriculture a une responsabilité cruciale dans la satisfaction de la demande courante et future de la nourriture, mais aussi dans la gestion de l'impact environnemental de la production. »

La réalisation de programmes intégrés relatifs à l'agriculture, aux ressources hydriques et énergétiques, pour promouvoir le développement soutenable de l'Afrique, devrait devenir une priorité, comme a-t-on affirmé dans la Déclaration finale du Forum. Cela implique une gestion soutenable de la terre, un contrôle fiable de l'eau et un accroissement des investissements dans les infrastructures hydriques pour l'agriculture et pour produire de l'énergie électrique.

En ce qui concerne le changement climatique, dont l'impact sera très lourd pour le Continent africain, la Conférence a décidé de promouvoir la recherche et le développement de sources d'énergie renouvelables pour incrémenter la capacité de résistance et d'adaptation.

---

<sup>27</sup> Ce sont les objectifs que tous les 191 Etats Membres de l'ONU se sont engagés à atteindre pour 2015. Ils sont : éradiquer la pauvreté extrême et la faim ; garantir l'éducation primaire ; garantir la parité des sexes et l'autonomie des femmes ; réduire la mortalité infantine ; améliorer la santé maternelle ; combattre le virus HIV/SIDA, le Paludisme et les autres maladies ; garantir la soutenabilité environnementale ; développer un partenariat mondial pour le développement.

La Conférence a lancé un appel aux pays qui partagent le Lac Tchad afin qu'ils doublent leurs efforts et aux donateurs et aux partenaires du développement, pour qu'ils fournissent une assistance immédiate pour aider à sauver le lac et son bassin «de l'imminent désastre humain et environnemental ». Le Lac Tchad dans les dernières 35 années a réduit d'un dixième ses dimensions d'origine, avec de lourds effets sur les conditions de vie des populations locales.

À la lumière de l'analyse des conditions climatiques en Afrique il émerge par conséquent que, il est nécessaire de développer une agriculture soutenable basée sur une bonne gestion de l'eau qu'au même temps sauvegarderait les ressources naturelles dont dépend notre avenir.

#### **1.4 LES EFFETS DE LA CRISE DANS L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE**

Dans l'Afrique Sub-saharienne les premiers symptômes de la crise économique se sont manifestés en février 2007, quand la croissance des prix des denrées alimentaires (+33% pour le mil, +25% pour le sorgho)<sup>28</sup> a provoqué des désordres dans les principales villes et a obligé les gouvernements à recourir à des manœuvres économiques spéciales pour le soutien des économies et des marchés internes, qui ont fini par appauvrir les déjà maigres réserves monétaires.

L'augmentation des prix des denrées alimentaires a contraint la population à réduire de façon drastique le propre régime journalier, en éliminant les aliments comme la viande, l'huile et le lait devenus désormais trop chers.

Une famille moyenne est arrivée à consommer seulement un repas par jour, en mettant en danger la santé des sujets les plus faibles, femmes et enfants<sup>29</sup>. En

---

<sup>28</sup> [www.imf.org](http://www.imf.org)

<sup>29</sup> [www.fao.org](http://www.fao.org)

effet, à cause de la culture patriarcale présente dans les pays de l'Afrique Occidentale, les femmes sont les plus touchées par la crise: si la nourriture manque elles en premières doivent y renoncer.

Dans toute l'Afrique Sub-saharienne le secteur agricole a ressenti du manque des pluies qui a amené à des saisons à faible récoltes. En outre, la croissance des prix des céréales qui ont atteint un niveau supérieur à la moyenne, sont en train d'aggraver ultérieurement la situation.

D'après le *Crop Prospects and Food Situation* de la FAO<sup>30</sup>, il résulte qu'en Afrique Occidentale, malgré une bonne récolte de céréales réalisée dans presque tous les états en 2008, la sécurité alimentaire n'est pas garantie à cause du persistant prix élevé des denrées alimentaires. En Sierra Leone on enregistre le taux le plus élevé de dénutrition de la région, avec 51% de la population qui souffre de malnutrition, alors qu'au Tchad 37% des enfants ayant moins de cinq ans ont un poids insuffisant. La pire situation regarde le riz, principal produit importé, dont le prix est déterminé par le marché international. Par conséquent, d'importantes aides au secteur agricole sont nécessaires pour soutenir l'économie surtout pendant la saison sèche.

Selon le même document, en l'Afrique Occidentale il y a 20 millions de personnes qui nécessitent de façon urgente d'une assistance. En Somalie, le conflit civil<sup>31</sup> persistant continue d'avoir un impact négatif sur la sécurité alimentaire ainsi qu'à créer des distorsions des aides alimentaires essentielles. Dans toute la Somalie 3,6 millions de personnes ont besoin d'assistance d'urgence. Les pluies insuffisantes ont aggravé les conditions dans la saison

---

<sup>30</sup> Document FAO, n°4 novembre 2009

<sup>31</sup> Conflit qui dure depuis 1992, après la dissolution du régime de Siad Barre. Ainsi a commencé une guerre entre fractions que même l'intervention de l'ONU (1992-1995) n'a pas réussi à résoudre. Une fragmentation en différentes régions autonomes en a découlé avec des institutions propres: déjà en 1991 dans le nord du Pays le Somaliland s'était proclamé indépendant; en 1998 a été le tour du Puntland, suivi d'autres régions sujettes aux « seigneurs de la guerre » locaux. Actuellement le Gouvernement n'a pas le contrôle du Pays, qui reste dans les mains d'armées dévouées à la contrebande et surtout à la piraterie contre les navires marchands de passage le long des côtes. Ce vide de pouvoir rend le Pays une des citadelles de Al-Qaeda.

sèche et empiré les conditions du bétail, en provoquant de graves dommages aux 700.000 bergers.

Au Kenya la situation qu'on relève dans le Document FAO est que 3,8 millions de personnes ont un besoin d'aides alimentaires, dont 870.000 sont des enfants qui bénéficient du School Feeding Programme.

En Eritrea et en Ethiopie la forte croissance des prix alimentaires a causé de grandes difficultés à la population. Dans le premier État il y a 2 millions de personnes mal nourries, alors qu'en Ethiopie 6.2 millions de personnes requièrent de façon urgente une assistance.

Le prolongement de la Guerre civile dans le Sud du Soudan<sup>32</sup> et dans le Darfour<sup>33</sup> est en train d'empirer la déjà gravissime situation alimentaire. Dans le Darfour, le document cité ci-dessus déclare 3.8 millions de personnes affligées par le conflit, alors que dans tous le Pays on compte 5.9 millions de mal nourris.

Au Uganda, près d' 1.1 millions de personnes requièrent une assistance alimentaire. La situation est empirée par les maladies qui frappent les récoltes, par exemple la *Cassava Mosaic Disease*<sup>34</sup>, alors que le bétail est frappé pas la *Peste des Petits Ruminants (PPR)*<sup>35</sup>.

Une étude de la FAO/WFP au Zimbabwe a estimé que 2.8 millions de personnes nécessitent des aides alimentaires qui constitueraient environ 22.800 tonnes, dont 150 de maïs et 30 d'autres céréales. Une pareille mission de la FAO/WFP en Namibie a rapporté que 163.000 personnes de la zone du nord, où les récoltes et le bétail sont endommagés par une inondation, elles ont

---

<sup>32</sup> Au Soudan le conflit entre le nord du Pays pour la plupart arabe et le sud chrétien animiste est animé par une guerre civile qui dure depuis plus de 40 ans. Ce qui est significatif c'est le problème de la guérilla rebelle contre le gouvernement du nord qui a imposé, depuis les années '80, le sévère régime de la Shari'a, la Loi coranique. Contre l'hégémonie du GoS (Gouvernement of Sudan) s'opposent deux principales factions rebelles : le SLM (Sudan People's Liberation Army) et le Jem (Justice for Equality Movement).

<sup>33</sup> Conflit armé actuellement en cours dans la région du Darfour, situé à l'ouest du Soudan. Le conflit, commencé en février 2003 qui voit opposé les Janjawid, un groupe de miliciens islamiques recrutant des membres dans les tribus locales nomades des Baggara et la population non Baggara de la région.

<sup>34</sup> Le virus de la mosaïque du manioc est un virus qui investit la planète transmis par la mouche blanche et par l'acarien.

<sup>35</sup> La peste des petits ruminants, est une infection virale aigue et fortement fébrile qui frappe les ovins et les chèvres.

besoin d'une assistance immédiate. Alors qu'en Zambie 46% de la population est mal nourrie.

Dans la région des Grands Lacs la continuelle situation d'insécurité alimentaire dans le Nord Est de la République démocratique du Congo et dans le Burundi opprime un important nombre de personnes : le 33% de la population souffre de malnutrition et le 15% des enfants en dessous de cinq ans a un poids insuffisant.

Dans nombreux de ces pays le secteur agricole est régulé par la monoculture, imposée depuis l'époque coloniale au profit des marchés européens et est encore aujourd'hui promue par la demande des marchés alimentaires du nord du monde qui exigent toutes les variétés de produits dans n'importe quelle saison de l'année. Pour répondre à ces considérables demandes alimentaires, les cultures étaient et sont pratiquées sur large échelle, en aboutissant à une excessive exploitation du terrain et regardent très souvent des cultures de rente comme le coton, ou les cultures alimentaires non locales, comme le riz et le maïs.

Même les politiques imposées par la Banque Mondiale et par le Fond Monétaire International ont poussé vers cette direction : à partir des années quatre-vingt du siècle dernier, afin de s'assurer de la restitution de la dette, ces institutions ont conditionné la concession de crédits pour l'augmentation de la production tournée vers l'exportation, en encourageant donc la culture de rente.

Au même temps les dirigeants africains ont privilégié la culture des exportations, en oubliant que la priorité de l'État est de nourrir sa propre population.

La Banque Mondiale et le Fond Monétaire International, ont imposé des programmes d'ajustement structurel et ont contraint les Gouvernement à ouvrir leur marchés. D'après Ndiogou Fall, président du *Réseau des Organisations*

*Paysannes des Producteurs d'Afrique de l'Ouest (Roppa)*<sup>36</sup>: « Tout cela c'est traduit par une perte d'intérêt des petits producteurs alimentaires. Les maigres mesures accordées (crédits, fonds pour la recherche, subventions) ont été adressées exclusivement à la culture de rente, comme le coton ».

Cette thèse est soutenue aussi par Joseph Ki-Zerbo, intellectuel burkinabé, qui a observé, aux buts de la présente investigation, que c'est « la Banque Mondiale qui pousse les pays africains vers des cultures de rente, puisqu'elles fructifient des dollars pour le remboursement de la dette. »<sup>37</sup>

Le Burkina Faso, par exemple, est un des principaux exportateurs de coton, mais 15% de la population vit dans une condition d'insécurité alimentaire. Cette situation est causée par le fait que les Burkinabés, occupés dans les champs de coton n'entrent pas dans la filière de distribution du produit. Ils restent ainsi coupés des circuits de détermination du prix et n'en perçoivent pas les avantages.

Joseph Ki-Zerbo, approfondit « si nous ne tirons pas assez de dollars à partir de coton, comment pouvons-nous acheter le riz qui nous est nécessaire pour survivre et qui doit être payé en dollars ? Nous sommes emprisonnés dans des structures qui nous fuient. »<sup>38</sup>

Les États de l'Afrique sub-saharienne sont ainsi arrivés à enregistrer les taux les plus bas d'insécurité alimentaire, à laquelle les politiques gouvernementales doivent faire face. Malgré les continuelles migrations vers la ville et la croissance de la population urbaine, les taux de dénutrition les plus élevés s'enregistrent dans les zones rurales des Pays africains, c'est-à-dire dans les zones où la population vit surtout d'agriculture.

Ces territoires sont particulièrement soumis aux conditions climatiques adverses; le problème principal, en particulier, est celui de la distribution de l'eau. Elle est inégale à cause de la maigre portée des fleuves ou de leur complète absence dans certaines zones.

---

<sup>36</sup>Airault P., *FAO la faim et les moyen*, in Jeune Afrique n°2474, 8-14 juin 2008

<sup>37</sup>Ki-Zerbo J., 2005, *À qaund l'Afrique?*, EMI Bologne

<sup>38</sup>Ivi

De considérables supports au réseau hydrographique augmenteraient remarquablement le rendement du terrain et par conséquent la production agricole, qui aiderait à garantir la sécurité alimentaire de la population en augmentation croissante dans le région.

De telles questions ont été, en outre, objet de discussion et confrontation à l'occasion du sommet du G8, qui a eu lieu à L'Aquila en juillet 2009.

Le problème de la faim en Afrique a été longtemps débattu et les Chefs d'État présents au Sommet se sont engagés à poser les bases pour lancer un partenariat G8-Afrique pour améliorer l'accès à l'eau et aux services hygiéniques de base.<sup>39</sup>

Les leaders du monde ont aboutit à la conclusion que, pour un développement soutenable et durable dans les pays africains, il est fondamental qu'il existe une volonté politique nationale de chaque État tournée vers la réalisation des réformes nécessaires.

Avec cette orientation ils ont reconnu la contribution positive des partenariats publico-privés conduits par l'Afrique, comme l'Alliance pour une Révolution Verte.

« Nous nous engagerons à fournir les ressources financières, en nature ou en assistance technique soutenant le CAADP<sup>40</sup> et d'autres plans régionaux et nationaux similaires en Afrique.»<sup>41</sup>

Dans le *Comprehensive Agricultural Development Programm (CADDP)*, né pendant le *South Afrika development community Summit* de Maputo, les Leaders africains se sont engagés à destiner le 10% de leurs ressources nationales aux aides pour le secteur agricole, qui concernent la gestion de la terre et de l'eau, l'amélioration des infrastructures agricoles, l'augmentation

---

<sup>39</sup> Déclaration conjointe de L'Aquila sur la sécurité alimentaire globale, L'Aquila 2009

<sup>40</sup> *The comprehensive africa agriculture development programme*, est un programme agricole du *New Partnership for Afrika's development* (NEPAD), démarré en 2003 comme programme de l'Union Africaine tourné à améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition, à travers le soutien au secteur agricole.

<sup>41</sup> Déclaration conjointe de L'Aquila sur la sécurité alimentaire, L'Aquila 2009

des capacités d'accès aux marchés, la réduction de la faim et la recherche agricole.<sup>42</sup>

Le CAADP n'est pas la seule réponse africaine à la crise. L'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA)<sup>43</sup>, par exemple, pourrait devenir un véhicule institutionnel clé pour améliorer l'agriculture africaine et contribuera à atteindre les objectifs du CAADP et le NEPAD.<sup>44</sup>

D'après Kofi Annan, élu en 2008 par l'AGRA, il s'agit d'un accord sans précédent avec l'objectif de valoriser et améliorer l'agriculture et les infrastructures qui y sont liées et en particulier donner un soutien aux petits agriculteurs. « Notre but - a-t-il affirmé - est de réduire la faim et la pauvreté dans le monde à travers un développement soutenable prolongé dans le temps ».<sup>45</sup>

Une telle organisation est née de la précédente expérience de la Révolution Verte en Asie et en Amérique Latine qui, à travers l'accouplement de variétés végétales génétiquement sélectionnées avec des suffisantes doses de fertilisants, eau et autres produits agrochimiques, ont permis un accroissement significatif des productions agricoles dans une grande partie du monde.

Initialement, la révolution a été vue comme un succès sans précédent. À l'augmentation de la population et de la requête de nourriture correspondait la croissance des approvisionnements alimentaires, alors que les prix des aliments restaient stables.

---

<sup>42</sup> [www.nepad-caddp.net](http://www.nepad-caddp.net)

<sup>43</sup> *Alliance for a green revolution*

<sup>44</sup> *New Partnership for Afrika's development* représente un plan de développement économique de l'Union Africaine

<sup>45</sup> *Statement from Chairman*, Juin 2009 in [www.agra-alliance.org](http://www.agra-alliance.org)

Cependant, depuis les années '90, on s'est rendu compte que la flambée productive de la Révolution Verte était payée à prix cher.<sup>46</sup>

En reconnaissant les erreurs du passé, la Révolution Verte Africaine ne devra pas miser sur une agriculture extensive et donc sur la maximisation de la production, mais prendre en considération l'impact social et environnemental de l'agriculture. Investir dans une agriculture soutenable et écologique consiste, par exemple, à utiliser le compostage<sup>47</sup>, à la place des fertilisants afin d'enrichir le terrain de substances organiques, ou alors à promouvoir la culture de légumes, qu'en fixant l'azote dans le terrain, permettent la rotation des cultures et donc l'augmentation de la production agricole.

L'Union Européenne, au début de la crise, a mis au point un programme stratégique pour garantir la sécurité alimentaire. Elle a subventionné 250milliards d'euros en aides à l'urgence humanitaire à travers la *Euoropean Commission Humanitarian Aid* (ECHO) et elle a en plus financé des programmes régionaux et globaux destinés à garantir la sécurité alimentaire, opératifs dans la période 2007-2013.<sup>48</sup>

En ce qui concerne la lutte contre le changement climatique, la Commission Européenne a annoncé le lancement d'une deuxième phase du "ACP<sup>49</sup>-EU

---

<sup>46</sup> Les Aspects critiques de la Révolution Verte sont la forte dépendance de combustibles fossiles, due à l'augmentation des quantités d'énergie demandées par le processus de production et la pollution causée par l'écoulement de fertilisants, pesticides et herbicides. En outre, l'utilisation intensive de fertilisants chimiques qui tuent les petits bénéfiques du terrain et d'autres organismes, en portant à la dégradation et à l'érosion du terrain. Un autre élément négatif est représenté par la dépendance économique créée par l'utilisation d'Organismes Génétiquement Modifiés (OGM), en effet ils doivent être rachetés à chaque saison et nécessitent de pesticides et fertilisants spécifiques. Enfin, il y a une problématique sociale importante: l'encouragement d'une agriculture à large échelle a endommagé les petits paysans, contraints d'abandonner leurs terres au profit des grandes entreprises.

<sup>47</sup> Le "compostage" techniquement est un processus biologique aérobie contrôlé par l'homme qui amène à la production d'un mélange de substances humidifiées (le *compost*) à partir des résidus végétaux verts et ligneux ou encore animaux à travers l'action de bactéries et champignons. Le *compost* peut être utilisé comme fertilisant sur l'herbe ou avant le labour. Son utilisation avec l'apport d'une substance organique, améliore la structure du terrain et la biodisponibilité des éléments nutritifs (azote). Sa propriété d'activation biologique augmente la biodiversité de la microflore du terrain.

<sup>48</sup> [www.ec.europa.eu/echo](http://www.ec.europa.eu/echo)

<sup>49</sup> Pays de l'Afrique, Caraïbes, Pacifique qui font partie de la Convention de Cotonou, signée en 2000, qui régule l'aide au développement, le commerce, les investissements, les droits humains et le bon gouvernement.

Energy Facility”<sup>50</sup> à l’intérieur du *10th European Development Fund* (EDF) pour la période 2009-2013. L’Union Européenne a alloué la somme de 200millions d’euros afin de continuer les programmes pour améliorer l’accès aux sources d’énergie renouvelables.<sup>51</sup>

La FAO, en juillet 2008, à l’intérieur de l’*Initiative on soaring food prices* (ISFP)<sup>52</sup> a approuvé une série de projets dans cinquante-quatre états<sup>53</sup> pour un total de 23 millions de dollars pour aider les petits agriculteurs et les populations à mitiger l’effet négatif de la croissance des prix des denrées alimentaires.<sup>54</sup>

---

<sup>50</sup> *The Energy Facility* est né en 2004 comme instrument financier à l’intérieur de l’*EU Energy Initiative for Poverty Eradication and Sustainable Development*. (EUEI)

<sup>51</sup> *Press release*, 4 novembre 2009 Brussel in [www.ec.europa.eu](http://www.ec.europa.eu)

<sup>52</sup> Né en décembre 2007 pour aider les petits producteurs à gagner plus et augmenter leur production.

<sup>53</sup> Afghanistan, Angola, Arménie, Bangladesh, Barbados, Belize, Bénin, Bhutan, Burundi, Cambodge, Cameroun, Repubblica Centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Dominica, Eretria, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Honduras, Jamaïque, Kenya, Kyrgystan, DPR Corée, Lesotho, Madagascar, Mali, Mongolie, Nigéria, Népal, Nicaragua, Pakistan, Philippines, Ruanda, St Kitts and Nevis, St Vincent and the Grenadine, Sierra Leone, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Swaziland, Timor-Leste, Togo, Yémen, Zambie, Burkina Faso, Côte d’Ivoire, Haïti, Mauritanie, Mozambique, Sénégal.

<sup>54</sup> [www.fao.org/newsroom](http://www.fao.org/newsroom) Roma 9 luglio 2008

## **CAPITOLO II**

### **LE BURKINA FASO DANS LE PANORAMA INTERNATIONAL**

#### **2.1 LES CARACTÉRISTIQUES GÉOGRAPHIQUES DU BURKINA FASO**

Le Burkina Faso est situé au nord de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo, a une superficie de 274,200 km carrés. Les données de l'Institut Nationale de la Statistique et de la Démographie du Pays relèvent une population totale de 14,017,262 habitants, avec une densité moyenne de 50,1 habitant par km carré.<sup>55</sup> Le pays est à un croisement stratégique de l'Afrique Occidentale: sur son territoire se croisent les routes qui relient le Sahara méridional aux hauts plateaux, aux steppes du Sahel et aux forêts tropicales de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Bénin.

La capitale Ouagadougou a une population de 1,475,223 habitants, alors que la deuxième ville du pays, Bobo-Dioulasso, compte 435,543 habitants.<sup>56</sup>

Vers la frontière sud-occidentale avec le Mali, se trouvent les arénaires primaires à l'est dans le massif de Banfora. Les terrains sont plutôt pauvres, car l'eau pluviale filtre en profondeur en entraînant la terre fertile.

L'incapacité de la terre à maintenir les substances fertiles a conduit à des phénomènes d'érosion éolique et hydrique, accentués par l'extrême sécheresse que désormais depuis 15 ans implique en particulier les régions dans le Nord du Pays.<sup>57</sup>

Le Burkina Faso, peuplé par de différentes ethnies, connaît les migrations internes. Les bergers Foulans, les seigneurs Touareg et les Bellah migrent à travers les vastes steppes de l'ouest et du nord. Le centre du pays révèle les splendeurs de l'ancien royaume des Mossi, principal groupe ethnique de la

---

<sup>55</sup> [www.insd.bf](http://www.insd.bf)

<sup>56</sup> Ivi

<sup>57</sup> *Atlas de l'Afrique. Burkina Faso*, Les Editions J.A., Paris, pp. 64-65

région. Les « seigneurs de la terre » et l’empereur des Mossi, le Mhoro Naba conservent encore un fort ascendant sur la population.

Au sud et à l’est vivent les Gourmantchés, les Mandingues, alors que dans le sud-ouest la majorité de la population appartient à l’ancienne ethnie Bobo.<sup>58</sup>

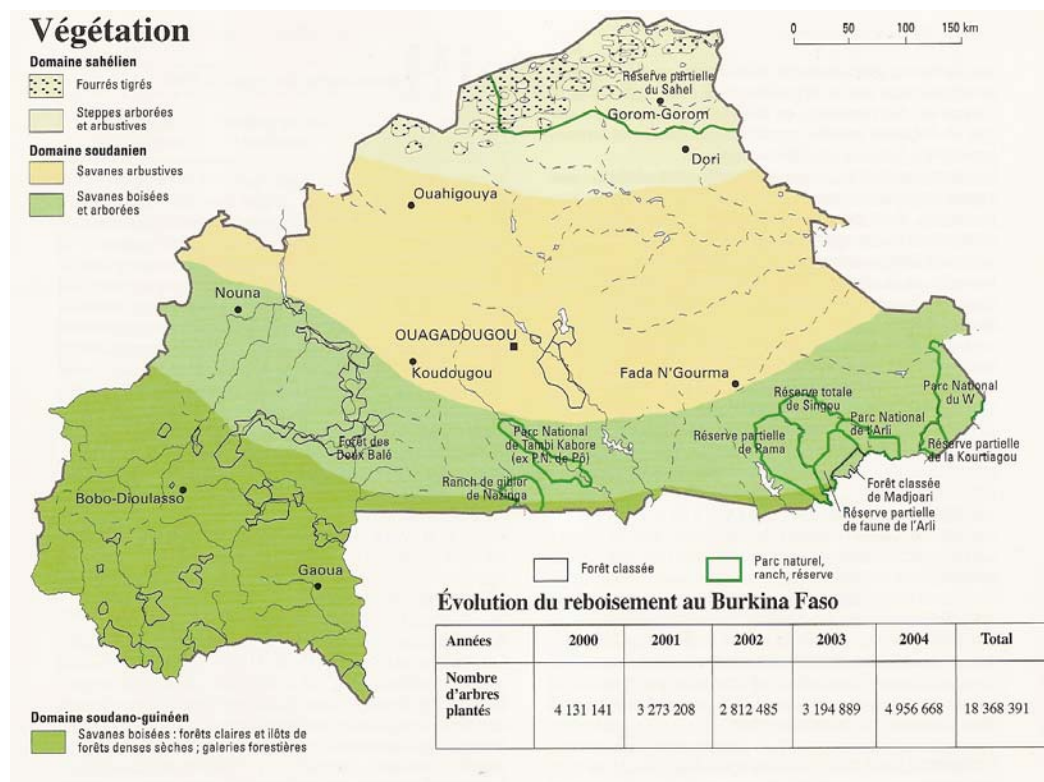


Illustration 3<sup>59</sup>

La végétation dépend du type de précipitation: au sud-ouest prédomine la rade forêt, alors que au centre prévaut la savane. Vers le nord, les pluies deviennent de plus en plus rares et la savane cède la place à la steppe et enfin au désert.

<sup>58</sup> Curch H., *Physical and Social Geography in Africa South of the Sahara 2009 38<sup>th</sup> edition*

<sup>59</sup> *Atlas de l'Afrique. Burkina Faso* Les Editions J.A., Paris, p.71

Le Burkina Faso a un discret réseau hydrographique surtout dans la partie méridionale du pays. Les cours d'eau se relient à trois bassins principaux : de la Volta, de la Comoé et du Niger.

La Volta, avec ses sous-bassins qui se relient au centre du Ghana où il forment le lac Volta, est le cours d'eau le plus important et coule dans la zone centrale et occidentale du pays.

La source de la Comoé, se trouve dans les falaises de Banfora et ce fleuve traverse entièrement la Côte d'Ivoire pour déboucher dans le golfe de Guinée.

Le fleuve Niger est formé par des petites rivières temporaires qui portent de l'eau dans l'est du pays mais qui ont une très basse portée.<sup>60</sup>

En dehors du réseau hydrographique il existent de nombreux étangs permanents ou temporaires qui revêtent un rôle important dans la vie paysanne, surtout dans le nord du pays.

Les cours d'eau ont un flux généralement intermittent et par conséquent n'offrent que peu d'endroits favorables à la planification d'un réseau d'irrigation qui permettrait un développement considérable de l'agriculture.

Les fleuves de la zone sud-occidentale, en revanche, se prêtent à ce type de planification, dans les vallées de Kou pour la culture du riz et dans les vallées de la Comoé pour la production de la canne à sucre.

Il faut en plus y ajouter la présence de nombreuses eaux stagnantes présentes dans les régions de Bergé et Souru, qui devraient permettre d'irriguer au moins 69milles hectares de terrain. En particulier le barrage de Bagré alimente une centrale électrique, ainsi que celui de Kompiengà, alors que celui de Ziga sur le Nakambé, actif depuis juillet 2004 à l'est de Ouagadougou, est destiné à fournir de l'eau potable à la capitale et à Ziniaré.

---

<sup>60</sup> *Atlas de l'Afrique. Burkina Faso* Les Editions J.A., Paris, p.58

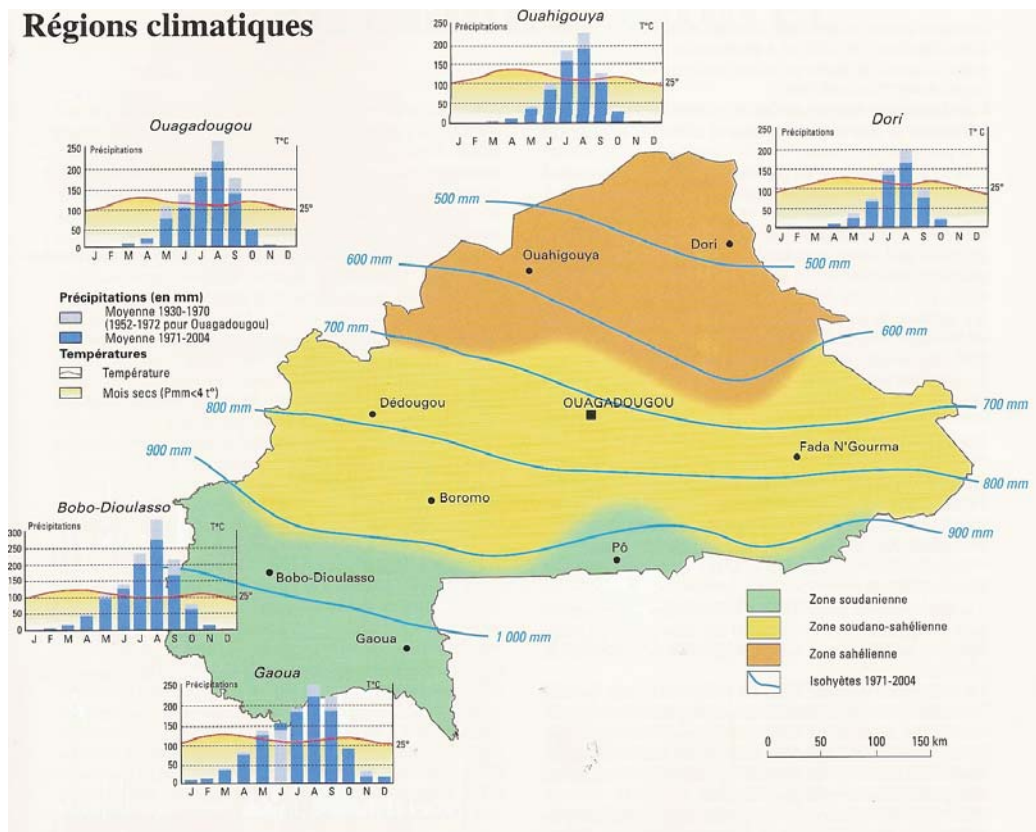


Illustration 4<sup>61</sup>

Le Burkina Faso présente trois zones climatiques. Une zone sahélienne au nord, dans la région plus la sèche du pays, dont la saison des pluies a une durée inférieure à 2 mois par an. Au centre du Pays, dans la zone soudano-sahélienne est la région climatique plus vaste, qui recouvre la moitié de tout le territoire et où la saison des pluies dure entre 4 et 5 mois par an. Enfin, nous trouvons au sud la zone soudanienne, qui est la plus humide, avec des pluies jusqu'à 6 mois par an.

Pendant l'hiver de Harmattan, un vent désertique provenant du nord-est, porte de l'air sec et poussiéreux ; alors qu'en été la mousson provenant de sud-est porte la majeure partie des précipitations.

<sup>61</sup> Atlas de l'Afrique. Burkina Faso, Les Editions J.A. Paris, p.67

En outre, les précipitations annuelles atteignent seulement 635-1145 mm, concentrées surtout pendant la saison des pluies, qui dure au maximum cinq mois.<sup>62</sup>

Même au Burkina Faso nous pouvons relever les conséquences de la crise climatique. En effet, les phénomènes exceptionnels sont de plus en plus fréquents comme les grandes inondations et les forts vents sableux. L'importante diminution des pluies a porté à des longues périodes de sécheresse. En outre, des changements morphologiques sont relevables, dus à l'érosion causée par l'augmentation des vents et la disparition de quelques espèces végétales.

La diminution de la pluviométrie liée à un considérable écoulement superficiel de l'eau est en train d'amener à une baisse des nappes phréatiques, qui ne sont plus suffisantes pour satisfaire les besoins de la culture et de la végétation spontanée. Les terres cultivées ont souvent une qualité du sol très pauvre et sont sujettes à d'intenses phénomènes de désertification et sont surtout utilisées pour l'activité agricole de pure subsistance.

Tout cela est en train de causer un inévitable chamboulement du calendrier agricole et des pratiques de la culture. Les phases aigües de la sécheresse ont amené à une augmentation du phénomène de désertification, qui a eu un fort impact sur la végétation.

Le gouvernement a donc adopté des stratégies de lutte à la désertification, comme les actions de reboisement depuis 1996, avec des espèces locales comme l'acacia et le baobab, pour défendre et encourager la régénération naturelle de la végétation, à travers un traitement du sol en vue d'une meilleure infiltration des eaux.<sup>63</sup>

---

<sup>62</sup> *Atlas de l'Afrique. Burkina Faso*, Les Editions J.A. Paris, p.67

<sup>63</sup> [www.agriculture.gov.bf](http://www.agriculture.gov.bf)

## 2.2 L'HISTOIRE RÉCENTE ET LES RELATIONS INTERNATIONALES

La Haute-Volta est devenue une République Indépendante à l'intérieur de la Communauté Française en décembre 1958. L'indépendance totale a été obtenue le 5 août 1960 et Maurice Yaméogo, le leader de l'Union Démocratique Voltaïque (UDV), est devenu le premier Président.

À la suite de l'indépendance de la France, la Haute-Volta, n'a connu pendant une longue période que instabilité, coups d'état et dictatures militaires, expressions des propriétaires fonciers locaux. La population a été laissé dans une situation de pauvreté extrême et cela a provoqué un exode migratoire continue vers les pays limitrophes.<sup>64</sup>

Une amélioration de la situation a été enregistrée seulement pendant le régime de Thomas Sankara, qui en 1984 a rebaptisé le pays avec le nom de Burkina Faso, que dans la longue morée<sup>65</sup> et bamanankan<sup>66</sup> signifie « terre des hommes honnêtes ».

Avec la devise "L'Afrique aux Africains!" Sankara a adopté une série de mesures efficaces au profit de la population affligée par la sécheresse et les famine endémiques.

Pour redonner une impulsion à l'économie il a compris que le pays doit compter sur ses propres forces, doit « vivre à l'africaine », sans se faire éblouir par les impositions culturelles venant de l'Europe.

« Consommons burkinabé », lisait-on sur les murs de Ouagadougou, alors que pour favoriser l'industrie textile nationale les ministres devaient s'habiller avec le *faso dan fan*, le vêtement de coton traditionnel. « Notre Pays produit une quantité suffisante de nourriture pour nourrir tous les burkinabés. Mais, à cause de notre désorganisation, nous sommes obligés de tendre la main pour recevoir les aides alimentaires, qui sont un obstacle et qui introduisent dans nos esprits

---

<sup>64</sup> Murison K., *Recent History in Africa South of the Sahara 2009 38th edition*, London

<sup>65</sup> Langue parlée par l'ethnie Mossi

<sup>66</sup> Langue parlée par l'ethnie Dioula

des habitudes de mendiant. Beaucoup de personnes se demandent où se trouve l'impérialisme: il suffit de regarder dans les assiettes dans lesquelles vous mangez. Il n'y a pas besoin de regarder plus loin »<sup>67</sup>.

Pendant les années de Thomas Sankara les politiques environnementales pour la protection du territoire et le reboisement ont été favorisées, contre l'avancement du désert et en faveur d'une agriculture de subsistance.

Les maigres ressources ont été employées pour scolariser les garçons et les filles - en 1983 la fréquence scolaire se trouvait autour de 15% - et pour fournir des soins médicaux, en organisant des campagnes d'alphabétisation et de vaccination capillaire contre les infirmités les plus diffuses comme la fièvre jaune, le choléra, et la rougeole.

L'objectif était de fournir 10 litres d'eau et deux repas par jours à chaque Burkinabé.

Sankara a aussi entamé une réforme agraire et une politique de démocratisation des institutions.

Très important dans sa politique a été l'action de promotion de la figure de la femme. « Les femmes du Burkina sont partout où l'on construit le pays, elles sont sur les chantiers: dans le Sourou (la vallée irriguée), dans le reboisement, dans les opérations de vaccination – commando, dans les opérations « Villes propres », dans la bataille du chemin de fer (...) Notre révolution, pour trois ans et demi, a agit sur l'élimination progressive des pratiques qui rabaissaient la femme, comme la prostitution, le vagabondage, la délinquance des petites filles, du mariage forcé, de l'infibulation et les conditions particulièrement difficiles de la femme<sup>68</sup>. »

Pendant les quatre années de gouvernement Sankara a invité les Pays africains à ne pas payer la dette extérieure pour concentrer les efforts sur une politique

---

<sup>67</sup>Discorso de Thomas Sankara "*Discours d'orientation politique*", 2 octobre 1983

<sup>68</sup> Discorso de Thomas Sankara "*La libération de la femme : une exigence du futur*", 8 mars 1987

économique qui comblerait le retard imposé par des décennies de domination coloniale.

En 1986, pendant les travaux de la 25<sup>ième</sup> session de l'Organisation pour l'Unité Africaine (OUA) ayant eu lieu à Addis-Abeba, Sankara exprime de manière simple pourquoi le paiement de la dette doit être refusé : « Nous sommes étrangers à la création de cette dette et donc nous ne devons pas le payer. (...) La dette dans sa forme actuelle est une reconquête coloniale organisée avec expertise. (...) Si nous ne payons pas, les prêteurs ne mourrons pas, nous en sommes certains ; si en revanche nous payons, nous irons mourir, nous pouvons en être tout aussi certains »<sup>69</sup>.

L'expérience révolutionnaire, unique dans ce genre en Afrique, termine le 15 octobre 1987 quand un coup d'état met fin à la vie de Thomas Sankara. À la conduite du coup d'état a été un ancien copain de lutte de Sankara, Blaise Compaoré, que depuis est président du Burkina Faso.

Le nouveau président déclare que la mort de Sankara a été un « accident », exactement de la même façon comme l'ancien programme révolutionnaire qui nécessitait des ajustements présumés est considéré « un obstacle temporaire ». De nombreuses réformes avancées dans les quatre années passées sont effacées, des privatisations sont réalisées, les « conseils » de l'FMI sont suivis avec rigoureuse précision ; les épurations et les arrêts indiscriminés ne manquent pas naturellement, et on tente avec tous les moyens d'effacer toute trace ou mémoire de la révolution.

Le pays s'ouvre à l'économie de marché et aux sociétés étrangères, en réprimant l'activité syndicale et des oppositions de gauche, toujours plus combattantes, contre un régime antipopulaire et anti-démocratique<sup>70</sup>. La mutation du cadre international induit Compaoré à introduire le multipartisme, qui cependant ne se traduit pas en une réelle démocratisation du pays. Le Burkina Faso reste en effet gouverné par Compaoré sans interruption.

---

<sup>69</sup> Discours de Thomas Sankara « *Il faut annuler la dette* » à l'OUA (Organisation pour l'Unité Africaine), Addis Abeba, juillet 1987.

<sup>70</sup> Asche H, 1994, *Le Burkina Faso contemporain*, l'Harmattan Paris

Dans les dernières années il y a eu une migration à grande échelle vers les états limitrophes, surtout en Côte d'Ivoire et Ghana, de la part des habitants qui cherchaient un travail dans les fermes, usines, et dans les services. Les difficultés économiques et politiques de ces Pays (en particulier du premier) ont provoqué le retour au Burkina Faso d'un grand nombre de travailleurs migrants.<sup>71</sup>

Les oppositions politiques sont si affaiblies qu'elles peuvent seulement boycotter les élections, alors que la corruption et la violence politique continuent à être les instruments avec lesquels Compaoré contrôle le pays. Violations des droits humains et homicides politiques sont dans la norme, alors que la population est abandonnée dans la lutte contre la faim et les maladies : Sida, paludisme et méningite font de nombreuses victimes.

En inversant la politique de nationalisation suivie par le régime de Sankara entre 1983 et 1987<sup>72</sup>, l'aspect principal de l'ajustement structurel mis en place depuis la moitié des années '90 par Compaoré, a été un programme de démissions dont le but est d'augmenter le secteur privé.

Les meilleures perspectives de modernisation et de croissance du Burkina Faso semblent résider dans le développement du secteur minéralier, dans la manufacture à petite échelle basée sur les ressources locales, dans l'augmentation de l'exportation de bétail et produits agricoles vers l'Europe, dans le développement du Burkina Faso comme cœur du commerce des pays limitrophes et dans la continuelle expansion de l'industrie du tourisme.

---

<sup>71</sup> Une dispute commencée en novembre 1999 sur les droits territoriaux entre les colons Burkinabé dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire et la population indigène Krou et qui a conduit à l'expulsion violente et systématique de la région des diverses centaines de travailleurs Burkinabé dans les plantations. Dans les années plusieurs décès ont été rapportés et on a estimé que près de 20,000 expatriés sont retournés par conséquent au Burkina Faso. Les tensions entre les deux pays ont continué dans les années suivantes. Une série d'accords se sont succédés, en dernier l'accord à Ouagadougou en mars 2007, qui rétablit les rapports entre les deux Pays. Compaoré a fait sa première visite en Côte d'Ivoire après sept années en juin pour conduire la rencontre inaugurale d'un comité chargé de vérifier l'accomplissement de l'accord.

<sup>72</sup> Martens L., 1989, *Sankara, Compaoré et la révolution Burkinabé*, EPO, Antwerp.

Le Burkina Faso actuellement est membre de la Communauté Économique des États de l'Afrique Occidentale (ECOWAS<sup>73</sup>) et de l'Union Africaine<sup>74</sup>.

Compaoré a obtenu un considérable respect comme médiateur régional, même si pendant les années '90 certains gouvernements régionaux et occidentaux ont exprimé une certaine préoccupation pour son rôle joué dans les conflits au Libéria, en Sierra Leone et en Angola.<sup>75</sup>

Le première visite officielle de Compaoré en France en juin 1993, fut interprété comme une reconnaissance de la part des autorités françaises de sa légitimité, à la suite de l'établissement des organismes des gouvernements élus. Le Burkina Faso a très tôt conclu des accords avec Jacques Chirac, à la suite de son élection à la présidence française en mai 1995, et les contacts sont restés fréquents.<sup>76</sup>

Les liens avec la Libie ont été en général forts sous le régime de Compaoré ; le Burkina a été, en particulier, parmi les membres fondateurs de la Communauté des États Sahélo-Sahariens sponsorisée par la Lybie, fondée en 1997. En octobre 2007 les deux pays ont été élus sans opposition comme membres non-permanents du Conseil de la Sécurité de l'ONU pour 2008-2009.

---

<sup>73</sup> Accord économique stipulé depuis 16 mois par 16 pays de l'Afrique Occidentale en 1975.

<sup>74</sup> Organisation sur-nationale des nations comprenant près de la totalité des nations africaines, à l'exception du Maroc.

<sup>75</sup> À la suite de la montée de la guerre civile au Libéria après le début de 1990 les rapports du Burkina Faso avec certains membres de l'ECOWAS se sont détériorés à cause du soutien ouvert du gouvernement de Compaoré au Front National Patriotique rebelle du Libéria guidé par Charles Taylor et au refus de contribuer avec des troupes à la force de l'ECOWAS qui a été envoyé au Libéria à la moitié de 1990. Au début de 1999 le président Ahmed Tejan Kabbah de la Sierra Leone et le Gouvernement du Nigéria ont déclaré que le Burkina Faso et le Libéria étaient en train de collaborer pour fournir le soutien et les armes aux combattants rebelles di Front Unitaire Révolutionnaire (RUF) de la Sierra Leone. Au début de 2000 un rapport du Conseil de Sécurité des Nations Unies accusait le Burkina Faso d'avoir fourni dans plusieurs occasions des armes au RUF en échange de diamants. Il a été aussi supposé que le Burkina Faso ait fourni armes au groupes rebelles de l'Angola et du Libéria, malgré les embargos internationaux sur la fourniture d'armes dans ces pays. Le rapport, qu'en plus accusait Compaoré d'avoir conduit des négociations personnelles avec le leader rebelle angolais, Jonas Savimbi, a été fortement démenti par le gouvernement Burkinabé.

<sup>76</sup> Murison K., *Recent Recent History in Africa South of the Sahara 2009 38<sup>th</sup> edition* London

## 2.3 LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE DU BURKINA FASO

Étant situé dans les terres savaniques du Sahel africain, le Burkina Faso a toujours du faire un effort afin d'assurer la survie de son économie agricole et pastorale, considérant les perspectives limitées de modernisation soit à travers l'industrialisation ainsi qu'avec le développement des industries agricoles ou l'expansion du commerce.

Environ 80% de la population (estimée à 14 millions en 2007<sup>77</sup>) vit dans des zones rurales, dans lesquels la subsistance dépend des méthodes agricoles traditionnels et dont les gains modestes dérivent uniquement de la vente de produits agricoles, fruits, légumes, bétail ou bois dans les marchés.

Le climat est aride et les fleuves sont surtout saisonniers, les ravitaillements en eau sont maigres pendant la longue saison sèche et l'économie est très vulnérable aux changements météorologiques.

En dehors de la saison des pluies l'activité économique cesse dans les zones rurales, à cause du manque des possibilités d'emploi alternatif.

À cause du manque de débouchés sur la mer, les maigres exportations du Burkina Faso dépendent surtout du maintien des bonnes relations économiques et politiques avec les pays limitrophes.

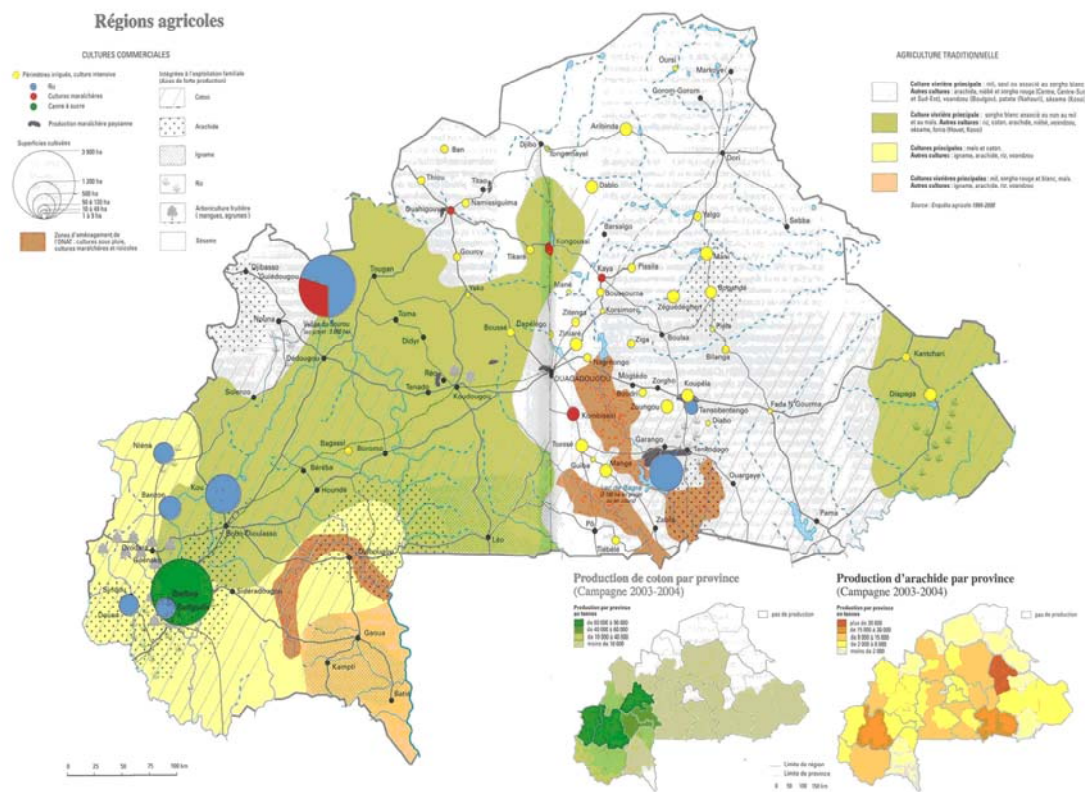
L'agriculture, l'élevage du bétail, la culture de bois et la pêche - qu'en 2006 constituaient environ 37.2% du PIB du Burkina Faso et employaient environ 84% de la force de travail – sont au niveau de subsistance.<sup>78</sup>

Généralement la production de maïs réussit à satisfaire la demande interne, mais la structure agricole est tellement faible qu'elle ressent fortement des changements climatiques.

---

<sup>77</sup> [www.insd.bf](http://www.insd.bf)

<sup>78</sup> [www.finances.gov.bf](http://www.finances.gov.bf)



**Illustration 5<sup>79</sup>**

La carte ci-dessus montre que les majeures cultures pratiquées à l'intérieur Burkina Faso sont le sorgho blanc, associé au mil et au maïs (zone verte), alors qu'au au nord et à l'est du Pays on cultive surtout le mil, qui parfois est associé au sorgho blanc (zone mauve). Le maïs et le coton sont cultivés surtout dans le sud-ouest du Pays (zone jaune). Les cultures citées ci-dessus sont toujours accompagnées par la culture d'arachides et de sésame, ainsi que la production de bois. La production de riz, considérant les quantités considérables d'eau dont a besoin sa culture, se situe près de lacs, fleuves ou barrages. En effet, les zones de production majeure sont près de la Vallée du Sourou et le lac de Bagré (cercle bleu). Mil, sorgho, maïs et riz constituent donc, les majeures cultures de céréales et occupent 83% de la superficie cultivée.<sup>80</sup>

<sup>79</sup> *Atlas de l'Afrique. Burkina Faso*, Les Editions J.A. Paris, p.67

<sup>80</sup> [www.finances.gov.net](http://www.finances.gov.net)

La production de canne à sucre, commencée en 1974/75, a augmenté considérablement dans les dernières années, poussée par la demande mondiale, en atteignant 450,000 tonnes en 2006. Elle est pratiquée dans les environs de Banfora et recouvre une superficie de 3900 hectares (cercle vert).

Toutefois, le secteur du sucre a rencontré des difficultés économiques dans les dernières années, à cause de la mauvaise administration des différentes ventes de sucre national, qui n'a pas réussi à rivaliser avec la moins chère betterave à sucre d'importation.<sup>81</sup>

La majeure partie de la production agricole est destinée à l'autoconsommation des familles, alors que le surplus de la culture provient de la culture de rente, principalement noix de karité (noix pour le beurre) et graines de sésame, est destiné à la commercialisation.

La production d'arachide en général a connu une augmentation constante depuis la moitié des années '80 : même si la production annuelle est fluctuante, à cause des conditions climatiques, la production d'arachide a augmentée.

La culture plus importante est celle du coton, qu'on estime être la principale source de revenu des exportations, environ 63% du total en 2006. On estime que dans les douze régions dans lesquelles on cultive le coton, quatre millions de Burkinabés dépendent directement ou indirectement de sa production.<sup>82</sup>

En 1996 le secteur du coton a bénéficié d'un important projet d'investissements à travers la modernisation des installations et une expansion de la zone cultivée, qui ont amené à une considérable augmentation de la production de la part de la société de fabrication et commercialisation, qu'à l'époque était encore publique, la Société Burkinabé des Fibres Textiles (SOFI-TEX).

Même si la production a diminué dans les années suivantes, comme résultat des conditions climatiques moins favorables et les infestations de parasites, il y

---

<sup>81</sup> [www.agriculture.gov.bf](http://www.agriculture.gov.bf)

<sup>82</sup> Ivi

a eu une augmentation importante de la production dans les premières années 2000, et la zone cultivée a presque doublée en 2003.

Le FMI a exhorté le Gouvernement à libéraliser le secteur du coton, à encourager plus d'investissements privés et à adopter des mécanismes amenés à rendre le produit compétitif au niveau mondial. Comme riposte le Gouvernement a implémenté une série de réformes de marché : le monopole détenu par SOFITEX pour la récolte et la commercialisation du coton par graines a été éliminé et la société a été partiellement privatisée, avec une participation de 30% détenue par le syndicat des cultivateurs de coton, l'Union Nationale Producteurs de Coton du Burkina (UNPCB), le 34% par la compagnie française Dagrès et 35% détenu par le gouvernement Burkinabé.

En outre, des compagnies privées d'égrenage du coton ont été instituées : Faso Coton dans la région centrale, et la Société Cotonnière du Gourma dans la région centrale.<sup>83</sup>

Comme résultat de ces réformes et des investissements significatifs dans les zones de production de coton, en 2003 le Burkina Faso est devenu le plus grand producteur de coton dans l'Afrique Sub-saharienne. Une production record de graines de coton d'environ 440,268 tonnes a été enregistrée en 2002 et d'autres récoltes record de 448,700 tonnes, 575,933 tonnes et 671,319 tonnes se registrent respectivement en 2003, 2004 et 2005, à la suite de trois saisons de bonnes pluies. Une récolte record de 760,000 tonnes a été enregistrée en 2006. Toutefois, en 2007 les prix mondiaux en baisse et l'augmentation des coûts de production ont jeté le secteur dans une crise financière, en conduisant à des pertes estimées à 40,000 millions de francs CFA en février 2007.<sup>84</sup>

À cause de la crise économique, en novembre 2007 le Ministère de l'Agriculture, Ressources Hydriques et de la Pêche a annoncé que la

---

<sup>83</sup> Hodgkinson E., *Economy in Africa South of the Sahara* 2009, 38th edition london

<sup>84</sup> [www.finances.gov.bf](http://www.finances.gov.bf)

production totale aurait atteint seulement 525,735 tonnes en 2007, une baisse de 31% par rapport à l'année précédente.

De là en découle que environs 50,000 cultivateurs de coton ont abandonné la culture du produit en préférant les cultures comestibles. Comme réaction SOFITEX a décidé d'introduire un fond de réserve monétaire (fond de lissage) pour aider les cultivateurs à atténuer les fluctuations des prix du coton et les encourager à se diversifier vers d'autres cultures d'huile.

En août 2004 le brouillon d'un accord sur le commerce, rejoint par les membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (WTO), occupait les USA et d'autres pays développés plus riches à réduire les allocations pour les propres cultivateurs de coton: une requête fondamentale pour les producteurs de coton de l'Afrique occidentale comme le Burkina Faso. Les producteurs de coton de l'Afrique Occidentale, en effet, estimaient avoir perdu environs 150 millions de \$ USA par an en gains à l'exportation depuis 1997, comme conséquence des aides du gouvernement USA aux 25,000 cultivateurs de coton américains, estimés à plus de 4,500 millions de \$ en 2006.

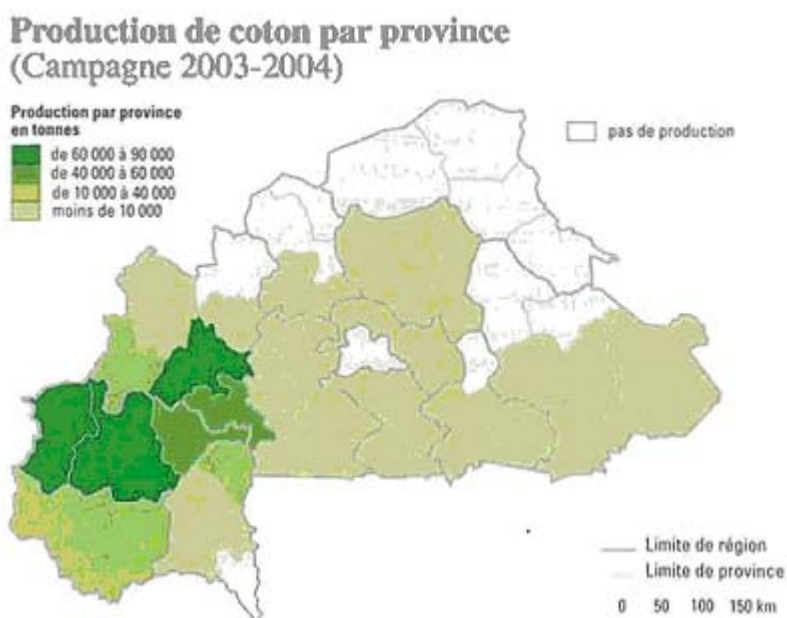


Illustration 6<sup>85</sup>

<sup>85</sup> Atlas de l'Afrique. Burkina Faso, Les Editions J.A. Paris, p.67

Le Gouvernement du Burkina Faso a décidé de semer, entre cette année et l'année prochaine, plus de 100,000 hectares de terrain avec du coton transgénique<sup>86</sup>, dans l'espoir d'augmenter la productivité et le revenu des agriculteurs. Un projet, soutenu par la société américaine Monsanto, qui a soulevé de forts désaccords.

Les promoteurs du coton Bt soutiennent que cette variété présente au moins trois avantages: une réduction de l'utilisation d'antiparasitaires, une augmentation de 30% du rendement pour chaque hectare de terrain, des meilleures profits pour les agriculteurs. Toutefois, les organisations non gouvernementales contestent avec force ces argumentations. Tout d'abord, les ONG pensent que le coton Bt ne porte pas d'avantages aux petits agriculteurs et que sa culture est dangereuse à long terme pour l'environnement. Il n'existent pas encore d'études indépendantes qui démontrent que cette technologie et cette variété ne causent pas de dommages.<sup>87</sup>

Le secteur du bétail, qui inclue aussi les produits du bétail et du cuir, ont constitué 12.5% du revenu de l'export en 2006 et il serait beaucoup plus influent si l'on pouvait enregistrer aussi les envois non-signalés.

L'élevage du bétail est pratiqué par les semi-nomades Peuls dans les zones peu peuplées dans le nord et dans l'est, même si un programme à grande échelle est en train de reconstruire la production de bétail dans l'ouest du pays.

Le peu de pêche récupérée dans les fleuves et les lacs (environs 8,500-9, 000 tonnes par an d'après la FAO) est limitée à la consommation locale.

La production de bois est peu significative, malgré une vaste zone de forêts constitue presque un quart de territoire national: en effet, les agences étrangères sont actuellement en train de financer des projets de développement des forêts dans les régions de Kompienga et Bagré Dan. En 2003 le gouvernement a lancé un plan de dix ans pour lutter contre la désertification et l'érosion des

---

<sup>86</sup> È una varietà di cotone locale a cui si è aggiunta un gene estratto da un batterio del suolo, il *Bacillus thuringiensis*, mortale per alcuni agenti infestanti del cotone.

<sup>87</sup> Gerard F., in *Jeune Afrique* n° 2470

terres à travers un programme de reboisement qui couvre 350 districts; par conséquent on prévoyait que 17,500 hectares de forêts auraient été développés. Pendant la période 1995-2006 le PIB agricole a augmenté de 5,8%, alors qu'en 2006 le PIB agricole a augmenté seulement de 4,1%.<sup>88</sup>

Une priorité de l'administration Compaoré est l'exploitation des ressources minérales du Burkina Faso, qui incluent or, manganèse, zinc et argent. Le gouvernement veut fortement augmenter la contribution de l'industrie minière, en particulier l'or, et dans les dernières années le secteur s'est accru de façon remarquable.

Pendant la moitié des années '90 l'or a été la troisième source de revenu des exportations du Pays après le coton. Depuis 2003, de nouvelles mines d'or sont en cours d'excavation et cela devrait amplifier les opportunités du secteur minier.

Les autres ressources minérales du Burkina Faso incluent le titan, le nickel, la bauxite, le cuivre, le plomb et les phosphates même si aucun n'est considéré commercialement valide. Une prospective de développement plus immédiate est l'extraction du calcaire, dont de grandes quantités se trouvent à la frontière avec le Mali.<sup>89</sup>

---

<sup>88</sup> [www.finances.gov.bf](http://www.finances.gov.bf)

<sup>89</sup> Ivi

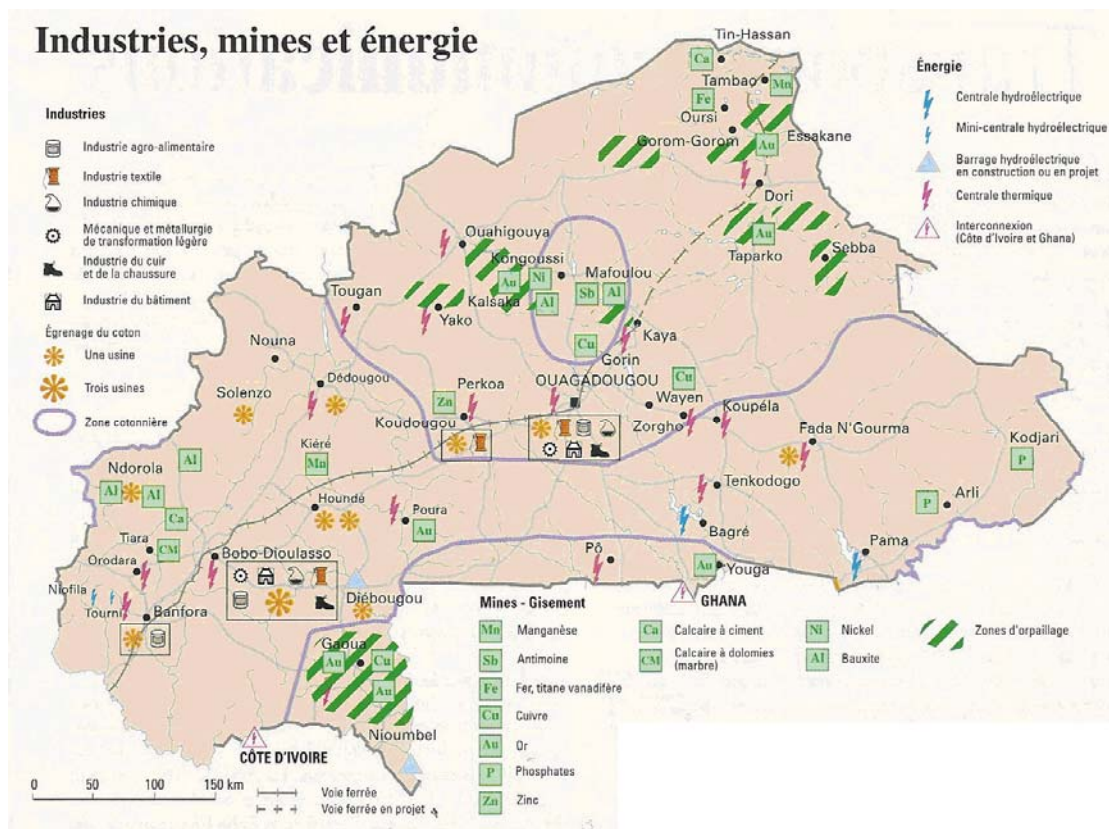


Illustration 7<sup>90</sup>

Le pays dépend entièrement des importations, qui atteignent 1,343 milliards de dollars. Les produits sont importés principalement de la Côte d'Ivoire (26.4%), de la France (18.2%), du Togo (18.2%) et de la Lybie (4.2%) et sont produits alimentaires, biens capitaux et pétrole.<sup>91</sup>

Le Burkina Faso exporte surtout du coton, du bétail et de l'or. Le principal partenaire dans le commerce extérieur est Singapour (16.9% des exportations), à suivre la Chine (16%) et enfin la Belgique (12.9%)<sup>92</sup>.

<sup>90</sup> *Atlas de l'Afrique. Burkina Faso*, Les Editions J.A. Paris, p.103

<sup>91</sup> [www.insd.gov.bf](http://www.insd.gov.bf)

<sup>92</sup> [www.cia.gov](http://www.cia.gov)

## 2.4 LA CRISE ALIMENTAIRE AU BURKINA FASO

En Burkina Faso l'impact de la crise économique mondiale et la conséquente augmentation des prix a fait des ravages.

46% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les indicateurs de développement du pays sont parmi les pires du monde. Dans l'Indice de Développement Humain des Nations Unies de 2009, le Burkina Faso est à la 77<sup>ième</sup> place sur 182 pays, principalement à cause des faibles indicateurs de santé et d'éducation.

L'espérance de vie à la naissance est de 52,7% et l'espérance de vie est de 52,95 ans. L'indice ONU, met le pays à la 131<sup>ième</sup> place sur 135 pays en ce qui concerne l'indice de pauvreté humaine, qui est de 51,8%.

Parmi la population au-dessus des 15 ans l'analphabétisation regarde 71,35 des personnes (148<sup>ième</sup> place sur 152 pays), presque le double par rapport à la moyenne de l'Afrique Sub-saharienne. Toujours d'après l'Indice des Nations Unies les enfants ayant un poids insuffisant correspondent au 37% de la population en dessous des cinq ans, (124<sup>ième</sup> place sur 138 pays).<sup>93</sup>

L'ancienne Haute-Volta ne produit même pas une goutte de pétrole et, à part quelques exceptions, il importe la totalité des produits que ses 15 millions d'habitants consomment. La population, dont le salaire minimum annuel établit en 2008 est de 48 620 F CFA (226.50 euros), dont le PIB par tête est de 1200 dollars, et enregistre un taux de chômage de 77%, peut difficilement soutenir la crise.<sup>94</sup>

Le Programme alimentaire mondial calcule que 15% de la population est mal nourrie.<sup>95</sup>

---

<sup>93</sup> *Human development report 2009* in [www.undp.org](http://www.undp.org)

<sup>94</sup> [www.cia.gov/the-world-factbook](http://www.cia.gov/the-world-factbook)

<sup>95</sup> [www.wfp.org/countries/burkinafaso](http://www.wfp.org/countries/burkinafaso)

Dans ce Pays la crise est accentuée par une série de facteurs: sa position géographique, qui voit augmenter les prix de transports de n'importe quelle marchandise importée, car elle n'est pas sur la côte et la sécheresse a endommagé toutes les récoltes en 2007.

La Perspective des Récoltes et la Situation alimentaire de la FAO a recueilli les données sur la croissance des prix qui a intéressés l'Afrique Occidentale, surtout relatifs aux denrées alimentaires de première nécessité de la région: le mil, le sorgho et le riz. Les prix des produits respectifs ont subi des augmentations vertigineuses en août 2008, à cause de l'explosion de la crise économique; maintenant ils sont généralement plus bas, mais restent encore au dessus de la moyenne.

La croissance des prix a été significative en septembre 2009. La situation actuelle, en plus de la crise économique ressent du cours climatique inhabituel dans la région : pénurie de précipitations dans la saison des pluies de juillet à août, auxquelles en septembre ont suivies des fortes alluvions. Ces dernières ont causé des inondations dans les villes principales du Burkina Faso, du Ghana, du Mali, de la Sierra Leone et au Sénégal et ont provoqué des inondations des champs, à peine cultivés, en détruisant ainsi une grande partie de la récolte. Dans la région il y a 800 000 personnes qui ont subi des dégâts, causés par ses événements atmosphériques, dont 350 000 personnes au Sénégal, 150 000 au Burkina Faso et 100 000 au Niger.

Figure 5. Sorghum prices in selected Western African markets

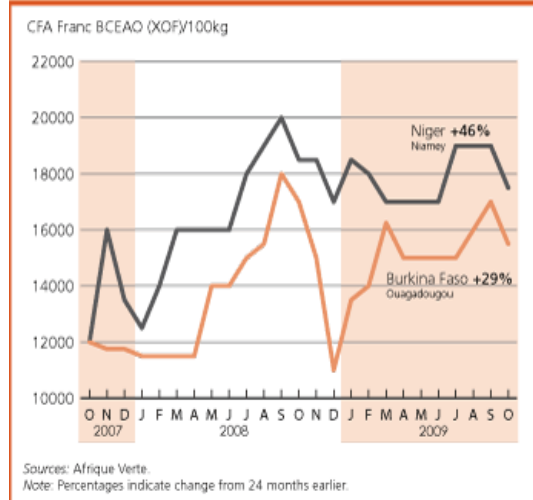
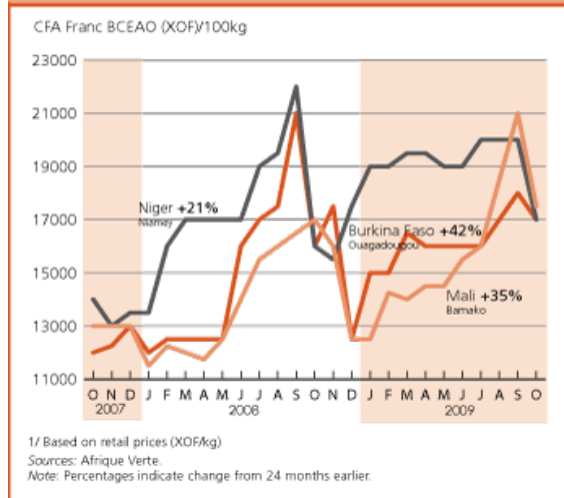


Illustration 8<sup>96</sup>

Le tableau ci dessus montre que pour n'importe quelle variation des prix des aliments, le Burkina Faso accentue beaucoup les phases d'augmentation ainsi que celles de baisse. Le sorgho, comme tous les denrées alimentaires de base, a subi de forte conséquences dérivées de la croissance des prix pendant la crise économique. L'illustration 8 montre qu' en général le prix du sorgho de janvier 2007 à octobre 2009, a subi une variation totale de +29% avec un pic en septembre 2008, où pour payer 100kg de sorgho, étaient nécessaires 18 000 francs CFA, c'est-à-dire une croissance de 50% du prix de base.

<sup>96</sup> FAO *Crop Prospect and Food Situation*, n°4 novembre 2009

**Figure 6. Millet prices in selected Western African markets**

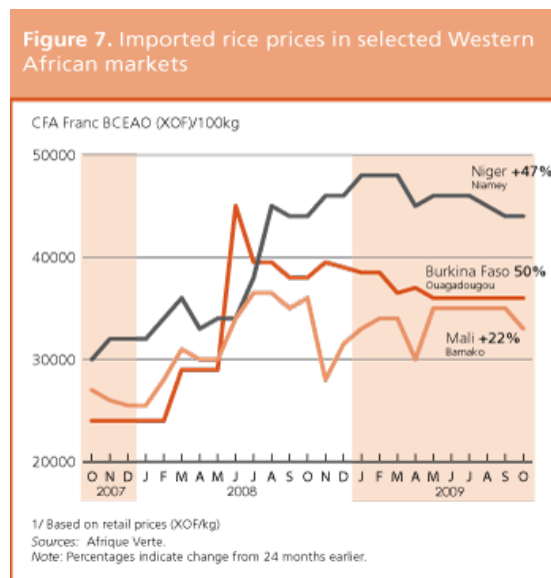


**Illustration 9<sup>97</sup>**

En ce qui concerne le mil, le tableau 9 indique que dans tous les Pays de l’Afrique Occidentale le prix de gros du produit a enregistré un pic en août-septembre 2008, c’est-à-dire exactement au le début de la crise économique. Une chute du prix du bien en décembre en a écoulé, pour ensuite se rétablir autours de 17 000 francs CFA les 100kg, d’avril à août 2009.

À cause des difficiles conditions climatiques qui ont frappées le Burkina Faso, dans les derniers mois, comme des longues périodes de sècheresse alternées aux fortes inondations (inondation de la capitale en septembre 2009), le prix di mil a connu un choc inflationnel en atteignant 21000 francs CFA en septembre 2009, pour ensuite diminuer en octobre. Au global au Burkina Faso le prix du mil a augmenté de 42%.

<sup>97</sup> FAO *Crop Prospect and Food Situation*, n°4 novembre 2009



**Illustration 10<sup>98</sup>**

Le prix du riz, le produit le plus importé dans le région, a ressenti de la forte inflation d'août 2008, qui a intéressée les marchés du Burkina Faso, du Sénégal, du Mali et du Niger, dans lesquels le produit a augmenté en moyenne de 50% du prix d'origine de janvier 2007, ainsi montré dans l'illustration 10. Depuis avril 2009, le prix du riz est en train de s'établir lentement vers des valeurs plus basses, mais encore loin du prix initial d'équilibre. Pour affronter cette situation, dans les différents États de la région on a mis en place des politiques économiques tournées vers la limitation des droits sur les importations de produit, qui ont aidé à freiner la pression à le haussement du prix du riz.

En ce qui concerne le Burkina Faso, en juin 2009, 100kg de riz coûtaient 26000 francs CFA, malgré la baisse de 40% par rapport au pic atteint en juin 2008, et en ce moment le prix résulte encore augmenté 50% de plus par rapport à 2007.

<sup>98</sup> FAO *Crop Prospect and Food Situation*, n°4 novembre 2009

Frédéric Lejeal, envoyé spécial de l'hebdomadaire *Jeune Afrique* pour analyser les effets de la crise alimentaire au Burkina Faso, écrit qu'entre février et septembre 2008 le prix d'une baguette de pain est passé de 125 à 130 francs CFA, même tendance pour le sucre, les conserves et les médicaments. L'essence a enregistré une augmentation de 9%.<sup>99</sup>

Le journaliste rappelle dans son article, que le principal responsable de la crise est le prix élevé du pétrole, qui se répercute sur le prix des transports et dans un Pays comme le Burkina Faso qui dépend entièrement des importations, équivaut à mettre à genoux son économie.

L'article de Lejeal explique que tout cela a provoqué un mal être et un mécontentement général de la population qui, épuisée, s'est reversée dans les rues en bloquant les principales artères de Bobo-Dioulasso jusqu'à la capitale Ouagadougou.

Les agitations populaires ont impliqué aussi les étudiants de l'université, qui ont occupé les facultés. Afin d'obvier à une telle situation d'urgence, en juin les forces de police sont intervenues sur le campus universitaire de Ouagadougou pour soumettre les révoltes et la grève des étudiants : 35 personnes ont été arrêtées et l'université est restée fermée jusqu'en septembre. Dans cette « émeute de la faim » 29 personnes sur 200 ont été condamnées par le Tribunal de Bobo-Dioulasso à purger une peine entre trois et trente-trois mois de prison.<sup>100</sup>

Le Gouvernement a répondu avec fermeté. Plutôt que miser sur une augmentation des salaires qui aurait privilégié une catégorie par rapport à une autre, il a choisit une politique des « vases communicants ». Ainsi, on a mis un frein sur certains prix des denrées alimentaires et les taxes d'importation de certains produits sensibles, comme le riz, ont été réduites.

---

<sup>99</sup> Lejeal F., *Les hommes intègres s'impatient* in Jeune Afrique n° 2493-2494 del 19octobre-1novembre 2008

<sup>100</sup> Lejeal F., *Les hommes intègres s'impatient*, in Jeune Afrique n°2493-2494 19octobre-1novembre 2009.

Laurent Sedogo, ministre de l'Agriculture et Ressources Hydrauliques du Burkina Faso, dans un interview relâché à Frédéric Lejeal, a soutenu que malgré les graves conséquences que la crise a produites sur le bilan interne des familles et de l'État, elle est « riches en enseignements », car l'augmentation du coût des importations et le manque de certains produits sur le marché ont rendu nécessaire la relance des produits locaux.<sup>101</sup>

Le Gouvernement a donc, repéré dans les céréales, dans les tubercules, le coton, dans les légumes et surtout dans le haricot blanc quelques unes des filières agricoles prioritaires et a élaboré les plans de développement relatifs.

La filière du riz est la première à bénéficier de cette nouvelle stratégie. L'objectif du gouvernement est de doubler les rendements du riz en deux ans. L'état a fortement soutenu le monde agricole tout entier avec un paquet de 7 milliards de francs CFA (10,7 millions d'euros) destinés à la distribution de graines et à des subventions au monde rural.<sup>102</sup>

Le gouvernement a déjà lancé une série de subventions pour l'année courante qui devraient permettre d'obtenir une récolte de céréales de 200 000 tonnes, plus une série de programmes à long terme grâce à l'aide de la Banque Mondiale.

L'objectif minimum est celui de baisser le taux de pauvreté en dessous de 35% d'ici 2015.

Le Gouvernement, qui a aboli les droits sur l'importation des biens alimentaires et a résisté jusqu'à fin juillet 2008 sans augmenter le prix des carburants au détail, successivement a dû recourir à l'aide de donateurs internationaux et agences humanitaires.

Le *Wfp* a alloué en juin 2008, 6,9 millions de dollars en aides alimentaires qui ont été destinés à l'assistance de 63 000 mères et enfants<sup>103</sup>.

---

<sup>101</sup> Lejeal F., *Agriculture-Des bienfaits de la crise* in Jeune Afrique n°2493-2494 19octobre-1novembre 2009.

<sup>102</sup> Lejeal F., *Agriculture-Des bienfaits de la crise* in Jeune Afrique n°2493-2494 19octobre-1novembre 2009.

<sup>103</sup> Comunicato stampa del PAM, Roma 04-06-08

En juillet 2008, le *Millennium Challenge Corporation*<sup>104</sup>, a accordé un prêt de 481 millions de dollars et signé un accord de cinq ans avec le Gouvernement Burkinabé dans le but de réduire la pauvreté et stimuler la croissance économique à travers des investissements stratégiques dans différents projets.<sup>105</sup>

Le Secrétariat d'État de l'économie suisse (SECO), en étroite collaboration avec d'autres agences pour le développement des Pays de l'OCSE<sup>106</sup>, fournit depuis plusieurs années des aides économiques au Burkina Faso en obtenant des résultats considérables. Pour faire face à la crise actuelle, il a fourni un soutien, sous forme de donations non remboursables pour une durée de trois ans (2009-2011), d'un montant de 24 millions de francs suisses.<sup>107</sup>

Il s'agit d'aides destinées à soutenir le Burkina Faso dans la réalisation de ses programmes de réformes économiques et sociales, ayants comme but de créer les bases nécessaires pour une croissance économique forte et de longue durée qui permette de réduire la pauvreté. Le soutien prévu devrait donc, permettre au Burkina Faso d'affronter la série de chocs économiques exogènes qui, depuis le début de 2008, compliquent la gestion économique du Pays.

Le Burkina Faso, comme une bonne partie de l'Afrique Occidentale, doit investir, entre autres, en systèmes d'irrigation, en graines sélectionnées et en fertilisants à produire sur place, ainsi que le développement d'un marché régional qui puisse servir comme chambre de compensation entre les différents états en cas de besoin.

Tout le territoire du Burkina Faso subi un manque d'eau, mais particulièrement problématique est la situation de la zone nord du Pays, où dans les dernières années on a enregistré un précipitation inférieure à 400 mm par an et des températures maximales de plus de 45 C°. Un des problèmes spécifiques du Burkina Faso présents aussi dans les autres États de la région,

---

<sup>104</sup> Il *Millenium challenge corporation* è un programma di aiuti allo sviluppo.

<sup>105</sup> [www.mcc.gov](http://www.mcc.gov)

<sup>106</sup> Organizzazione per la Cooperazione e lo Sviluppo Economico.

<sup>107</sup> [www.seco.admi.ch](http://www.seco.admi.ch)

est qu'il a assisté dans les dernières décennies à un empirement sensible de la situation climatique qui a comporté la réduction des pluies et des espèces végétales et l'augmentation d'évènements climatiques extrêmes et de phénomènes d'érosion éolienne.

78% de la population du pays n'a pas accès à l'eau potable<sup>108</sup>.

Le manque d'eau, dans ces régions, représente la cause principale de pauvreté car il conditionne, plus que n'importe quoi d'autre, la productivité du sol et les conditions de santé de la population. Les terres cultivées sont pauvres et sujettes à d'intenses phénomènes de désertification (érosion hydrique et éolienne, déforestation) et sont surtout utilisées pour l'activité agricole purement de subsistance.

En considérant ces problèmes climatiques et avec le but de garantir une économie qui puisse s'adapter aux conditions climatiques sans en altérer l'équilibre, le Gouvernement du Burkina Faso est en train de s'intéresser toujours plus aux productions alternatives, en particulier aux biocarburants.

Pour réduire la dépendance énergétique les intérêts du Gouvernement et des Agences Privées sont tournés vers la jatropha, une plante dont les baies produisent une huile avec des propriétés comparables à celle du diesel. En 2008, on a planté 417 700 plantes dans la région de Kadiogo, dans le centre du Pays.<sup>109</sup> Le ministre délégué pour l'agriculture a compris l'importance du développement de la filière de *niébé*. « Considérant la lourde augmentation des prix des biens alimentaires de première nécessité et de la dramatique situation qui en découle, dans laquelle se trouve notre pays, il est important d'augmenter la production de cultures locales comme l'igname et le *niébé*, encourager la consommation de produits burkinabés et soutenir les agriculteurs dans la culture et la commercialisation de ces cultures, afin de garantir l'autosuffisance alimentaire et pour acquérir du pouvoir sur les marchés ».<sup>110</sup>

---

<sup>108</sup> [www.fao.org/water](http://www.fao.org/water)

<sup>109</sup> Lejeal F., *Biocarburants-Pari à la brésilienne* in Jeune Afrique n° 2493-2494 19octobre-1 novembre 2008

<sup>110</sup> [www.niebe-burkinafaso.org/](http://www.niebe-burkinafaso.org/) ministro-interviste

### **CHAPITRE III**

#### **LA CULTURE DU HARICOT BLANC AU BURKINA FASO**

Au Burkina Faso 45% de la population souffre de mal nutrition chronique<sup>111</sup>, une situation paradoxale si on considère que le pays est parmi les premiers exportateurs mondiaux de coton. Le phénomène remonte au XIX siècle, quand l'économie nationale du Pays était guidée par les exigences de consommation dictées par la puissance coloniale. Aujourd'hui, l'agriculture a du mal à décoller à cause d'une série de problèmes structurels qui se sont ultérieurement empirés à cause des politiques qui régulent le commerce international et de la crise économique actuelle.

Considérant cette situation difficile, le Ministre de l'Agriculture du Burkina Faso, a repéré dans les céréales, les tubercules, le coton, les fruits, les légumes et le haricot blanc des filières agricoles prioritaires, et a élaboré des plans de développement relatifs. L'objectif du Gouvernement est de renforcer les productions locales et diminuer le dépendance des importations, afin de favoriser une meilleure organisation des producteurs et garantir une majeure variété alimentaire.

Il s'agit d'un processus commencé en 1999 avec l'approbation de la part du Gouvernement du Burkina Faso du Plan Opératif pour le développement agricole. Les lignes d'actions considérées prioritaires à l'intérieur du Plan sont prévues pour le renforcement de la sécurité alimentaire et sont finalisées à contrecarrer l'urbanisation incontrôlée à travers la valorisation des zones rurales.

En 2002 le Ministère de l'Agriculture a repéré une nouvelle politique agricole dans le haricot blanc, en promulguant le Plan d'Action pour le développement de la filière du *niébé* au Burkina Faso.

---

<sup>111</sup> [www.fao.org](http://www.fao.org)

Le ministre délégué pour l'agriculture a compris l'importance pour le développement de la filière du *niébé*. « Considérant la lourde augmentation des biens alimentaires de première nécessité et de la dramatique situation qui en découle, dans laquelle se trouve notre pays, il est important d'augmenter la production de cultures locales comme l'igname et le *niébé*, encourager la consommation de produits burkinabés et soutenir les agriculteurs dans la culture et la commercialisation de ces cultures, afin de garantir l'autosuffisance alimentaire et pour acquérir du pouvoir sur les marchés ».<sup>112</sup>

Dans ce plan rentre l'action exercée par l'Association de solidarité et coopération internationale LVIA, qui de 2005 à 2008 a promu dans le centre et dans le nord du Burkina Faso le projet de « Mise en réseau des productrices et producteurs de *niébé* et d'amélioration des leurs conditions de vie » avec le financement de l'Union Européenne et de la Région du Piémont (Italie).

L'objectif du projet est d'améliorer les conditions de vie et de revenu de la population rurale en augmentant la production du haricot blanc et en jouissant de ses propriétés nourrissantes afin de garantir la sécurité alimentaire dans les régions d'intervention.

### **3.1 LES ZONES D'INTERVENTION: LA RÉGION DU PLATEAU CENTRAL ET LA RÉGION DU SAHEL**

La région du Plateau Centrale et du Sahel sont les zones économiquement plus pauvres du Burkina Faso.

Ainsi que la grande partie des zones rurales du Pays, elles ont des économies à vocation agro-pastorale qui souffrent beaucoup des conditions climatiques difficiles. Leur territoire est caractérisé par une forte érosion du sol et par l'insuffisance des ressources hydriques qui augmentent le risque de

---

<sup>112</sup> [www.niebè-burkinafaso.org/](http://www.niebè-burkinafaso.org/) ministro-interviste

désertification. L'agriculture locale et l'élevage restent au niveau de subsistance sans activer des dynamiques de gains pour les producteurs.

Dans ces régions il est impossible de cultiver du coton, principale ressource du Pays, et donc le *niébé* est devenu une bonne culture de rente.

### Région du Plateau Central

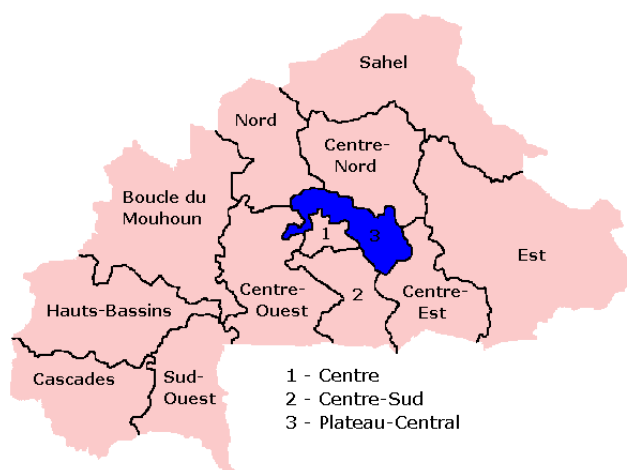


Illustration 11<sup>113</sup>

La région du Plateau Central a une superficie de 8 545 km<sup>2</sup> et une population de 693 137 habitants.<sup>114</sup>

Il est caractérisé par une conformation du territoire presque totalement plate, les sols sont peu fertiles, vulnérables à l'action de l'érosion causée par les événements atmosphériques. En termes de quantité, le réseau hydrographique est bien fourni, mais à cause du manque d'infrastructures en support du système, l'eau ne réussit pas à atteindre toutes les zones du territoire.

<sup>113</sup> [www.niebe-burhinafaso.org](http://www.niebe-burhinafaso.org)

<sup>114</sup> Dati preliminari del censimento 2006, *Istitut National de la statistique et de la demographie*

La région se trouve dans la zone climatique soudano-sahélienne et donc les pluies sont saisonnières et intéressent le territoire seulement six mois par an.<sup>115</sup> Dans la région 16% des familles vivent en dessous du seuil de pauvreté<sup>116</sup>, le grand nombre des ménages, est l'un des facteurs qui empire la précarité économique de la population. L'agriculture est la principale activité de la région, une grande partie de la production agricole consiste en des cultures pluviales, donc saisonnières, alors que près des barrages on pratique la culture contre-saison.

Les productions principales de céréales sont celles du mil, sorgho et maïs destinées à la consommation familiale, alors que arachides et sésame constituent une source essentielle de revenu pour les producteurs.<sup>117</sup> L'élevage est la deuxième activité de la région après l'agriculture. La majorité des familles possèdent du bétail de petite ou grande taille.

Le projet de développement de la filière du *niébé* est destiné à augmenter la production agro-pastorale de la région en préservant l'environnement, ainsi qu'à augmenter et diversifier les revenus ruraux pour améliorer la possibilité d'accès au crédit. En outre, on entend développer le capital humain en mettant l'accès sur la professionnalisation des jeunes, qui sont le moteur de développement futur.

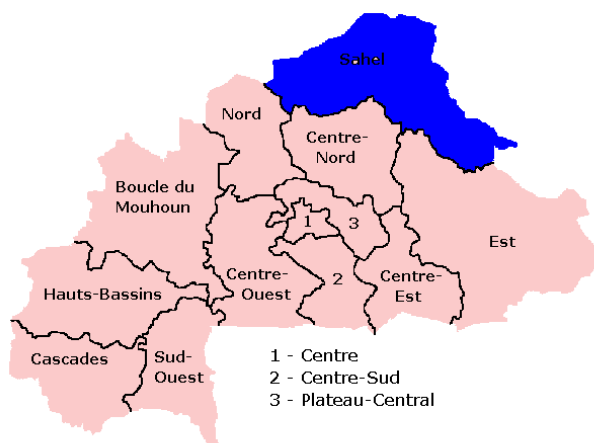
---

<sup>115</sup> Atlas de l'Afrique, Les Editions J.A.

<sup>116</sup> Dati preliminari del censimento 2006, Istiut nationa de la statistique et de la demographie

<sup>117</sup> Ministère de l'économie et de finances, Resultat de la campagne agricole et situation alimentaire 2007-2008 [www.finances.gov.bf](http://www.finances.gov.bf)

## Région du Sahel



**Illustration 12**<sup>118</sup>

La région du Sahel est caractérisée par un environnement très difficile. C'est la zone la plus au nord du Burkina Faso, dans le cœur de la zone pré-désertique qui longe le désert du Sahara, définie Sahel et qui s'étend du Tchad au Cap Vert avec une superficie de 5,4 millions de kmq.

Les sols sont arides à cause d'une faible pluviométrie dans toute la région et par le manque d'un réseau hydrographique. Ils sont sujet aux actions de l'érosion et du ruissellement et par conséquent sont définis à haut risque de désertification.<sup>119</sup>

Considérant les conditions climatiques difficiles et les sècheresses récurrentes dans une région dans laquelle l'économie se base essentiellement sur l'élevage et sur l'agriculture, on y enregistre les taux les plus hauts d'insécurité alimentaire du pays.<sup>120</sup>

<sup>118</sup> [www.niebe.burkinafaso.org](http://www.niebe.burkinafaso.org)

<sup>119</sup> Atlas de l' Afrique, Les Editions J.A.

<sup>120</sup> [www.insd.bf](http://www.insd.bf)

La grande partie de la population du Sahel est constituée par des agro-bergers. Dans le domaine agricole le grand problème est représenté par la pauvreté du sol qui réduit la quantité cultivable. Le manque d'eau est l'autre grand problème pour le développement du secteur agricole, mais il se répercute aussi sur l'élevage : les troupeaux doivent accomplir des migrations saisonnières pour rejoindre les sources d'eau et s'abreuver.

L'élevage constitue la principale source de revenu de la population, toutefois dans la saison des pluies l'agriculture est fortement pratiquée; en effet elle est perçue comme un facteur essentiel pour satisfaire les besoins nutritionnels et de subsistance et comme une ultérieure source de revenu.

L'agriculture est pratiquée de façon extensive et les terres sont exploitées jusqu'à l'usure pour ensuite être utilisées pour le pâturage.<sup>121</sup>

Le projet de développement de la filière du *niébé* dans la région du Sahel est destiné à l'amélioration du secteur agricole, surtout à travers la construction d'infrastructures hydrauliques, afin de pouvoir garantir la sécurité alimentaire de la population toute entière.

Dans le domaine économique de la région du Sahel, la culture de la plante du haricot blanc recouvre un double fonction. D'un côté elle renforce la filière agricole locale; de l'autre elle promue et favorise le développement de l'élevage, surtout dans les zones du Sahel dans lesquelles l'élevage représente l'activité économique plus pratiquée. En effet, d'après une ancienne tradition, les feuilles de *niébé* sont utilisées comme fourrage pour le bétail.

---

<sup>121</sup> [www.agriculture.gov.bf](http://www.agriculture.gov.bf)

### 3.2 LA PLANTE DU *NIÉBÉ* ET SES PROPRIÉTÉS

Le *niébé* est un haricot blanc largement cultivé dans de nombreuses zones tropicales et subtropicales du monde mais est principalement diffusé dans le continent africain, où il arrive à s'adapter aux conditions climatiques plus difficiles. Pour ses précieuses qualités dans le Sahel Africain il est traditionnellement appelé Or blanc.

Ce légume est une ancienne culture pratiquée dans la région du sahel, comme résultat du même nom de la plante: *niébé* est en effet un mot en langue Fulfuldé, parlée par les Peuls, une population nomade présente dans cette zone. La plus grande qualité du haricot blanc réside dans le fait que sa culture est possible même dans les terres arides et dégradées comme les sahéliennes, car il n'a pas besoin de quantité d'eau excessive. La plante a la capacité de fixer l'azote dans le sol en le rendant plus fertile, ce qui conduit au naturel enrichissement des sols. Sa propriété de garantir à long terme la protection du sol du dévalement provoqué par les précipitations intenses et irrégulières ou par les fortes sècheresses, fait ainsi qu'il soit un parfait facteur de lutte à la désertification.

La culture du *niébé* est très ancienne et le fait qu'encore aujourd'hui elle soit insérée dans les filières prioritaires du Burkina Faso réside surtout dans son important apport en protéines. Surtout dans les pays de l'Afrique Sub-saharienne, où le régime de la population rurales est basée essentiellement sur la consommation de céréales, le haricot blanc enrichit et diversifie l'alimentation.

De nombreux avantages sont apportés à l'élevage: les feuilles du *niébé*, non comestibles pour l'homme, constituent un très bon fourrage à coûts bas pour les éleveurs locaux.

La culture du haricot blanc peut représenter pour le Burkina Faso une solution économique importante pour sortir d'une crise économique désormais constante, qui caractérise la vie de ce pays d'Afrique Occidentale petit et pauvre.

Un autre aspect positif de la culture de ce légume est constitué par son pouvoir nourrissant, tel à pouvoir permettre d'améliorer et garantir une majeure sécurité alimentaire de la population du Pays.

Enfin il ne faut pas sous-estimer les avantages économiques qui découlent de la production de ce produit pour les producteurs et les consommateurs. Le *niébé* est un aliment qui d'un côté est achetable par la population à prix bas et de l'autre peut aussi assumer une valeur rémunératoire pour les cultivateurs. Dans les périodes où la disponibilité des ressources financières et agricoles est basse, il est possible de le vendre au marché, ou alors on peut le consommer et profiter de ses riches propriétés nourrissantes.

Dans un pays où la culture plus importante à usage familial est représenté par le mil, dont la valeur nutritive est très basse, car il ne possède pas de protéines et propriétés nourrissantes, le *niébé*, représente un aliment qui a en soi trois fois plus de possibilités d'utilisation : pour la consommation humaine, pour la consommation du bétail et pour les avantages apportés au sol.

Pour les raisons indiquées auparavant, il est considéré comme une filière de sécurité pour l'économie agricole du Burkina Faso.

La culture de rente la plus importante sur laquelle peut compter la population Burkinabé est le coton. Dans les régions comme le Plateau Central et le Sahel dans lesquelles cette activité ne peut pas être appliquée à cause des conditions géographiques non aptes, la culture du haricot blanc produira des avantages aux relatives économies locales.

Marcel Bouda, président de l'ASK et président de l'Union Régionale des cultivateurs de *niébé*, a expliqué que ce qui a motivé les producteurs du Plateau Central à choisir la culture du haricot blanc est le fait que, désormais, les pluies ne sont plus régulières et donc qu'il y a une nécessité de produire des variétés

des meilleurs produits agricoles, et réussir à travers la rotation des cultures à augmenter le rendement des campagnes agricoles, autrement trop dépendantes de la portée des précipitations dans la saison des pluies.<sup>122</sup>

D'après Boub Boubcar Diallo, Animateur CRUS, Comité Régional des Unions des Producteurs du Sahel, le développement de la culture du *niébé* dans la région du Sahel est vital pour la survie de la population.<sup>123</sup> En effet, le haricot blanc, dans une région à haut risque d'insécurité alimentaire comme le Sahel, fournit une réponse à différentes problématiques : de la lutte contre la désertification au développement économique.

### **3.3 LE PROJET DE MISE EN CULTURE DU HARICOT BLANC**

L'Association de solidarité et coopération internationale LVIA, de 2005 à 2008, a promu dans la région du Sahel et du Plateau Central du Burkina Faso, le projet de « Mise en culture des productrices et producteurs de niébé et l'amélioration de leur conditions de vie ».

L'objectif de l'activité était l'amélioration des conditions de la vie et de revenu de la population rurale grâce à l'augmentation de la production de *niébé*. Ainsi des structures de commercialisation représentative des producteurs ont été réalisées et les compétences dans la production, conservation, transformation et commercialisation du produit ont été accrues.

La consommation de ce légume a diminué dans les années à cause des cultures imposées par la puissance colonisatrice. Donc il a été nécessaire de promouvoir la culture et la consommation parmi la population à travers une forte opération de divulgation.

---

<sup>122</sup> [www.niebe-burkinafaso/marcel\\_bouda\\_interviste](http://www.niebe-burkinafaso/marcel_bouda_interviste)

<sup>123</sup> [www.niebe-burkina\\_faso/buoubcardiallo\\_interviste](http://www.niebe-burkina_faso/buoubcardiallo_interviste)

La finalité du projet est de faire devenir cette culture une activité économique et commerciale à l'intérieur du pays et sur les marchés de l'Afrique de l'ouest. On a dû donc promouvoir la commercialisation en améliorant l'organisation de la filière en mettant en réseau les producteurs sur échelle nationale.

Le projet a impliqué au total 212 villages pour un total de 5 300 productrices et producteurs de *niébé*.

Les partenaires sont les principales organisations locales impliquées dans le développement rural. Les activités dans la région du Plateau Central sont coordonnées par l'ASK, Association Song Koaadba, alors que dans la région du Sahel le travail a été développé par des organisations représentatives de la province de Oudulan<sup>124</sup> et de Seno<sup>125</sup>. Dans le projet sont aussi impliqués le Groupe Nabanswende, pour les activités du département Tuguri et le CRUS, Comité Régional des Unions des producteurs du Sahel, chargé de promouvoir le commerce de *niébé* dans la phase post-projet.

Le INERA, Institut National pour l'Environnement et les Recherches Agricoles, a été chargé de former les producteurs aux techniques de production, conservation et stockage du haricot blanc. Ensemble avec les animateurs du projet il fournit, en outre, un ultérieur support à travers le monitoring des activités.

Le Ministre de l'Agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques du Burkina Faso, en relevant dans le *niébé* une des cultures prioritaires à l'intérieur du pays, participe aux activités du Projet en coordonnant le monitoring et le relevé des données de production.

Les partenaires locaux, représentants des producteurs, ont contribué à réaliser une analyse approfondie des problématiques et des opportunités liées à la filière.

La formation des cultivateurs a constitué un des principaux domaines d'intervention du projet, avec l'objectif de porter les producteurs à maîtriser les

---

<sup>124</sup> UGVO, Unione dei gruppi di villaggio dell'Oudulan

<sup>125</sup> Unione Allabeidou

meilleures techniques dans la gestion du cycle du niébé, de la production à la vente.

La méthodologie participatives et les techniques d'enseignements informels se sont relevées un instrument de travail et d'apprentissage. D'après Macabre Koutaba, Coordinateur ASK, le développement rural ne peut pas être exogène; il doit être endogène et sur la base de cette objectif il est nécessaire de diffuser une prise de conscience, une motivation parmi la population<sup>126</sup>.

Après la formation théorique les producteurs ont été soutenus par les animateurs du projet et par un agronome à travers la fourniture de matériel agricole et la diffusion de techniques agricoles destinées à améliorer la productivité et la requalification des sols.

Dans toutes les activités du projet on a adopté une approche destinée à promouvoir le rôle de la femme, que dans la société burkinabé se trouve dans une position de désavantage d'un point de vue socioculturel. Dans ce sens l'accès difficile à l'instruction ainsi que les aspects culturels la portent à être marginalisée et à être exclue du contrôle et de la gestion des bénéfices dérivés des productions agricoles.

---

<sup>126</sup> [www.niebe-burkinafaso/macrekoutaba\\_inteviste](http://www.niebe-burkinafaso/macrekoutaba_inteviste)

### 3.4 LES PRODUCTIONS AGRICOLES

Les paysans impliqués dans le projet ont mis à disposition un demi hectare de terrain pour la production du *niébé*. Pendant trois ans, 1060 producteurs et productrices ont reçu un soutien pour la gestion de 530 hectares de terrain cultivés avec le haricot blanc.

Les données de production sont très différentes entre la région du Sahel et du Plateau Central à cause des différences géographiques citées ci dessus et à cause de la rareté des pluies considérées pendant les années.

#### RÉSULTATS PREMIÈRES ANNUALITÉ (2006)<sup>127</sup>

Province/ Département	Nombre de Producteurs	Superficie Cultivée (ha)	Production (kg)	Rendement (Kg/ha)
Oudalan	50	25,00	3.434	137
Seno	55	27,50	2.440	89
Tougouri	55	27,50	8.304	302
Oubrietenga	65	32,50	17.467	537
Kourweogo	95	47,50	18.525	390
<b>Total</b>	<b>320</b>	<b>160,00</b>	<b>50.170</b>	<b>314</b>

On peut remarqué comment les rendements moyens varient beaucoup du Plateau Central à la région du Nord. Les causes ont été remarquées dans la rareté des pluies et dans leur répartition dans le temps.

<sup>127</sup> [www.niebe-burkinafaso.org/supporto/supporto-nella-gestione-di-10](http://www.niebe-burkinafaso.org/supporto/supporto-nella-gestione-di-10)

## RÉSULTATS DEUXIÈME ANNUALITÉ (2007)<sup>128</sup>

Province/ Département	Nombre de Producteurs	Superficie Cultivée (ha)	Production (kg)	Rendement (Kg/ha)
Oudalan	55	27,50	8.560	311
Seno	50	25,00	3.609	144
Tougouri	55	27,50	19.468	708
Oubritenga	45	22,50	8.106	360
Kourwéogo	15	7,50	3.318	442
Ganzourgo u	100	50,00	19.826	397
<b>TOTAL</b>	<b>320</b>	<b>160 ,00</b>	<b>62.887</b>	<b>393</b>

<sup>128</sup> <http://www.niebe-burkinafaso.org/supporto/supporto-nella-gestione-di-1075>

Entre les campagnes agricoles de 2006 et 2007 ont peut remarquer comme à quantité de producteurs égale, la production totale de *niébé* ait augmentée de 12 717 kg, c'est-à-dire plus de 25%, en calculant aussi l'entrée dans le projet de la province de Ganzourgou qui pendant la première année d'activité a quand-même eu une bonne production.

#### RÉSULTATS TROISIÈME ANNUALITÉ (2008)<sup>129</sup>

Province/ Département	Nombre de Producteurs	Supérficie Cultivée (ha)	Production (kg)	Rendement (Kg/ha)
Oudalan	80	40	13.499	337
Seno	80	40	13.405	335
Tougouri (dipartimento)	60	30	18.751	625
Kourwéogo	100	50	26.512	530
Ganzourgou	100	50	31.728	635
<b>TOTAL</b>	<b>420</b>	<b>210</b>	<b>103.895</b>	

<sup>129</sup> <http://www.niebe-burkinafaso.org/supporto/supporto-nella-gestione>

## TOTAL DES TROIS ANNUALITÉS<sup>130</sup>

Province/ Département	Nombre de Producteurs	Superficie Cultivée (ha)	Production (kg)	Rendement (Kg/ha)
Oudalan	185	92,5	25.493	276
Seno	185	92,5	19.454	210
Tougouri (dipartimento)	170	85	46.523	547
Oubritenga	110	55	25.573	465
Kourwéogo	210	105	48.355	461
Ganzourgou	200	100	51.554	516
<b>TOTALE</b>	<b>1,060</b>	<b>530</b>	<b>216.952</b>	<b>409</b>

La confrontation des trois campagnes agricoles montre clairement l'augmentation du nombre de paysans participants de 320 en 2006 à 420 en 2008, pour un total de 1060, cela signifie que l'intérêt de la population aux activités du projet a augmenté.

Même la production de chaque campagne agricole augmente progressivement dans les années, de 50 170kg à 103 895kg en 2008.

En conclusion, à partir des données productives on peut constater une amélioration générale et progressive du rendement et de la production et avec une plus grande disponibilité de graines et de matériel agricole.

---

<sup>130</sup>Ivi

### 3.5 LA COMMERCIALISATION DU *NIÉBÉ* ET SES PROBLÉMATIQUES

La rare organisation du marché du *niébé* est un des principaux obstacles au rendement de la culture. Actuellement, le marché du *niébé* dans le pays est géré par de grands commerçants qui opèrent à travers leur propres réseaux d'intermédiaires. Ils acquièrent le produit à peine la saison agricole terminée, dans le mois d'octobre, en achetant ainsi à un prix plus avantageux car l'offre est supérieure. En stockant le produit pour ensuite le revendre dans les mois suivants à un prix plus élevé. Les profits majeurs, donc, ne vont pas aux paysans mais aux intermédiaires et aux commerçants.

De plus, il faut souligner que pour la majeure partie des commerçants, le marché du *niébé* est une activité secondaires, car ils ont surtout engagé dans le marché des céréales et de coton. Par conséquent, les producteurs sont peu motivés à coordonner les productions et à structurer un réseau de commercialisation organisé. La transaction se développe en majeure partie sur une base informelle et sans des contrats écrits, à un niveau individuel de vente au détail et les marges de gains dépendent de la période de vente, donc de la capacité du producteur de savoir conserver le produit en le préservant des attaques des parasites, auxquels le haricot blanc est particulièrement vulnérable.

La formation d'un réseau commercial de *niébé* permettrait de déclencher confrontations et échanges de compétences entre producteurs du centre et du nord du pays. Ces échanges et les contrats entre producteurs des deux régions peuvent augmenter les capacités totales du réseau et capitaliser les savoirs en termes d'organisation, gestion et négociations, en vue de réaliser une filière du *niébé* au niveau national, efficace et sûre. Sur le plan national de nombreuses

associations<sup>131</sup> sont en train de créer un réseau, non seulement sur le plan commercial, en mettant en contact tous les acteurs potentiellement intéressés à la filière, car le réseau permettrait de mieux traiter les transactions d'achats et de ventes.

Malgré cela, l'habitude commune des familles rurales reste celle de vendre individuellement leur propre quantité de *niébé*, car elles sont contraintes de faire face aux besoins urgents comme l'achat de livres scolaires, médicaments, viande et eau.

La solution intermédiaire, trouvée dans le domaine du projet, est que l'Union impose aux producteurs de remettre une partie de la récolte, alors que le reste à gestion libre.

Grâce à la forte demande de produit à l'étranger, surtout dans les pays côtiers qui ne peuvent pas produire le *niébé* comme on le fait sur le terrain sahélien, le projet prévoit d'étendre la commercialisation aussi aux pays limitrophes.

Pendant la deuxième année du projet, en 2007, une mission d'exploration dans les marchés de *niébé* a été organisée dans les pays de la côte (Côte d'Ivoire, Togo et Ghana).

L'étude a montré des indications sur les flux commerciaux de cette culture dans les pays côtiers et est en train d'étudier la formation d'un réseau commercial avec le Burkina Faso.

Antoine Kanguembega, Responsable ASK pour la commercialisation du *niébé* dans le Plateau Central explique que l'objectif de la mission était d'éviter d'introduire un intermédiaire entre le producteur et l'acquéreur, en instaurant des relations d'achat et vente directe et en outre il ajoute : « En Côte d'Ivoire nous sommes entrés en contact avec ce marché, autant que nous avons reçu des propositions d'achat, de la part de certains acquéreurs, qui cependant ne peuvent pas être satisfaites à l'état actuel car nous n'atteignant pas la quantité demandée. Donc ce que nous devons faire est de renforcer l'Union des

---

<sup>131</sup> l'ASK per la regione del Plateau Central e il CRUS per la regione del Sahel

producteurs, afin qu'elle puisse créer des contacts d'achat et vente et centraliser la récolte de la production pour satisfaire les commandes. »<sup>132</sup>

---

<sup>132</sup> [www.niebe-burkinafaso.org/kangumbega\\_interviste](http://www.niebe-burkinafaso.org/kangumbega_interviste)

## CONCLUSIONS

Au jours d'aujourd'hui nous produisons plus de nourriture que jamais dans l'histoire de l'humanité, pourtant plus d'une personne sur dix sur la terre a faim. L'inanition coïncide avec un autre record (et cela est assez contradictoire) de l'histoire: les affamés correspondent au même milliard d'habitants en surpoids sur la planète.

La population affamée et celle en surpoids sont strictement liées à travers les chaînes de montage qui amènent la nourriture des champs sur nos tables. Les multinationales qui vendent la nourriture exclusivement intéressés par le profit, influencent et imposent la façon dont nous mangeons et choisissons la nourriture.

Dans tous les pays les réalités contradictoires de l'obésité, de la faim, du bien-être sont en train de devenir de plus en plus dramatiques.

Il est facile de s'habituer à ces contradictions et souvent on se renferme derrière des stéréotypes: les pauvres ont faim car ils sont paresseux, les riches sont gros car ils mangent des produits trop nourrissants. Cette forme de bon sens commun a une tradition séculaire derrière soi.

Un pasteur anglican nommé Thomas Malthus a avancé la théorie de la sagesse de la nature qui encore conditionne une partie des hommes occidentaux, une « sélection naturelle ». Il a observé que la population, si elle n'est pas contrôlée croit en proportion géométrique, en doublant tous les cinq ans, alors que la production agricole augmente en proportion arithmétique, donc très lentement.

« Le pouvoir de la population è infiniment plus grand que la capacité de la terre de produire des biens de subsistance pour l'homme », écrivait Malthus<sup>133</sup> en 1789. « Cela implique un fort et toujours plus actif contrôle sur la population pour écarter les difficultés de subsistance ». Malthus pensait que les freins à l'augmentation de la population pouvaient être volontaires

---

<sup>133</sup> Malthus T.R., 1789, Essai sur le principe de la population

(contrôle des naissances, abstinence, mariages retardés) ou involontaires (guerres, famines, épidémies). Il soutenait donc que, puisque la population terrestre augmente sans cesse et avec une rapidité croissante, les famines exerceraient une sorte de fonction régulatrice en éliminant les individus qui, si ils vivaient, contribueraient à la lente suffocation de la planète.

La révolution industrielle et les conséquentes transformations de l'économie et de l'agriculture, l'énergie peu coûteuse et facilement accessible du charbon, et en suite celles des autres combustibles fossiles, a fait augmenter la production de nourriture, la richesse personnelle et la population dans une mesure que la planète n'avait jamais connu.

Par conséquent, à l'époque contemporaine les théories malthusiennes devaient nécessairement être revues.

Par exemple, Jean Ziegler critique fortement la pensée de Malthus en affirmant « c'est une justification de la faim typiquement blanche et européenne », en effet il soutient, « cette théorie est fautive dans l'absolu, mais acquiesce parfaitement sa fonction psychologique: les images que la télévision nous transmet des spectres de la faim, (...) d'hommes et d'enfants mal nourris, sont intolérables pour les hommes normaux. Pour arrêter la mauvaise conscience ou en signe de révolte vers l'ordre absurde du monde, quelques uns s'accrochent au mythe de Malthus, à cette pseudo conscience qui permet d'oublier, de suffoquer, d'annuler l'horreur dont ils sont témoins passifs. »<sup>134</sup>

Désormais il y a de nombreux représentants d'organisations internationales et chefs d'état qui partagent l'idée que les ressources alimentaires du monde sont en mesure de nourrir tout le monde.

L'analyse effectuée dans cette thèse démontre justement que, la croissance exponentielle du nombre de ceux qui souffrent la faim est liée à l'augmentations des prix des produits alimentaires, à la diminution des disponibilités économiques des populations les plus pauvres, à l'accès limité au marché et à la nourriture.

---

<sup>134</sup> Ziegler J., 1999, La faim dans le monde expliqué à mon fils, Net Milano

Par conséquent, le problème de la faim dans le monde est un problème social et des centaines de millions de personnes qui meurent chaque année de sous-alimentation grave succombent à cause de la distribution inégale des aliments disponibles sur notre planète.

La sécurité alimentaire est liée au droit à l'accès d'eau et au contrôle des terres et aux sources d'eau de la part des petits paysans. L'eau, bien commun de tous et pour tous et la nourriture, également distribuée et à prix contrôlés, sont le cœur de cette souveraineté alimentaire qui est l'unique et réelle solution au fléau de la faim dans le monde.

Il existe dans le monde une grande richesse de systèmes agricoles, chacun desquels a sa propre écologie, logique, potentiel de développement. En se basant sur une telle diversité, différentes options doivent être cherchées pour stimuler le développement soutenable. L'approche au développement doit toujours être basée sur les circonstances spécifiques de la communauté agricole de tel ou tel endroit. Les problèmes devraient être résolus avec les communautés locales et il faut puiser aux connaissances spécifiques des paysans locaux. Leurs connaissances sur la façon de gérer la biodiversité à l'intérieur de leurs contextes sociaux est la clé pour la soutenabilité. Ces connaissances doivent être reconnues, valorisées et protégées.

Dans le monde, l'agriculture garantit le travail à plus de 1,3 milliards de personnes, presque 50% de la totalité de la force de travail de la planète. Une bonne partie de la main d'œuvre agricole est constituée par des travailleurs dépendants, surtout saisonniers et qui dans de nombreux pays du monde, ne profitent ni des droits syndicaux ni de protection contractuelle, ni de mesures sociales.

Pour contraster le phénomène de la faim dans le monde il faut lutter pour réduire la pauvreté et pour la réduire il faut aussi valoriser et donner une majeure dignité et protection au travail agricole.

En termes de justice, équité et opportunités égales, notre système alimentaire actuel est pauvre. Il déchaîne une cruauté contre les animaux, exige des

niveaux d'énergie non-soutenables et l'exploitation des eaux, contribue au réchauffement global et fournit un terrain fertile pour les maladies.

Pour favoriser un approvisionnement alimentaire adéquat à toutes les populations de la planète, il est nécessaire de contrer le recours à certaines formes de subventions qui perturbent gravement le secteur agricole, bloquer les modèles alimentaires orientés seulement vers la consommation et sans une prospective plus ample et surtout pour contraster l'égoïsme, qui permet à la spéculation d'entrer dans les marchés des céréales, et pour qui la nourriture est considérée de la même manière que tous les autres biens.

Les politiques ont le devoir de faire ainsi que chaque homme puisse rassasier sa faim. Il n'y aurait rien de pire que considérer comme acquis et naturel le fait que millions de êtres humains doivent mourir chaque année de dénutrition chronique et de faim. Il y a de la nourriture et elle est suffisante pour nourrir la population entière. On se trouve en face d'un manque contingent de nourriture et non à un manque objectif de nourriture.

En conclusion il faudrait que les politiques gouvernementales, surtout celle des États Africains, s'approprient de l'enseignement de Thomas Sankara. « Faisons ainsi que le marché africain soit le marché des africains. Produire en Afrique, transformer en Afrique, consommer en Afrique. Produisons ce dont nous avons besoin et consommons ce que nous produisons, plutôt que de l'importer (...) j'aimerais seulement dire que nous devons accepter de vivre africain. C'est le seul moyen de vivre libres et dignes ».

## **BIBLIOGRAPHIE**

Airault P., *FAO la faim et les moyen*, in *Jeune Afrique* n°2474, 8-14 giugno 2008

Atlas de L'Afrique- Le Burkina Faso, 2007, Editions J.A. Paris

Lejeal F., *Les hommes integres s'impatient, Agricultuure-Des bienfaits de la crise, Biocarburants-Pari à la brésilienne* in *Jeune Afrique* n° 2493-2494 19ottobre-1novembre 2008

Murison K., *Recent History*, Curch H., *Phisical and Social Geography*, Hodgkinson E.,*Economy in AA.VV.*, 2009, *Africa South of the Sahara 38<sup>th</sup> edition*, London

Ziegler J., 1999, *La fame nel mondo spiegata a mio figlio*, Net Milano

Asche H., 2000, *Le Burkina Faso contemporain: L'experience d'un autodevoleppement*. L'Harmattan Paris

Bila Kabaorè R., 2002, *Histoire politique du Burkina Faso 1919-2000*, L'Harmattan Paris

Boulouvi W., 2007, *Quel developpement pour l'Afrique subsaharienne?*, L'Harmattan Paris

Ki Zerbo J.,2005, *A quando l'Africa?*, EMI Bologna

Ki-Zerbo J., 2008, *Histoire critique de l'Afrique*, Panafrika Paris

Martens L.,1989, *Sankara, Compaorè et la revolution Burkinabè*, EPO Antwerp

## **SITOGRAFIE**

[www.fao.org](http://www.fao.org)

[www.wfp.org](http://www.wfp.org)

[www.unicef.it](http://www.unicef.it)

[www.ifad.org](http://www.ifad.org)

[www.insd.bf](http://www.insd.bf)

[www.finances.gov.bf](http://www.finances.gov.bf)

[www.agriculture.gov.bf](http://www.agriculture.gov.bf)

[www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com)

[www.imf.org](http://www.imf.org)

[www.cia.org](http://www.cia.org)

[www.niébé-burkinafaso.org](http://www.niébé-burkinafaso.org)

[www.nedap-caadp.net](http://www.nedap-caadp.net)

[www.g8italia2009.com](http://www.g8italia2009.com)

[www.ocse.org](http://www.ocse.org)

[www.ec.europa.eu](http://www.ec.europa.eu)

[www.undp.org](http://www.undp.org)